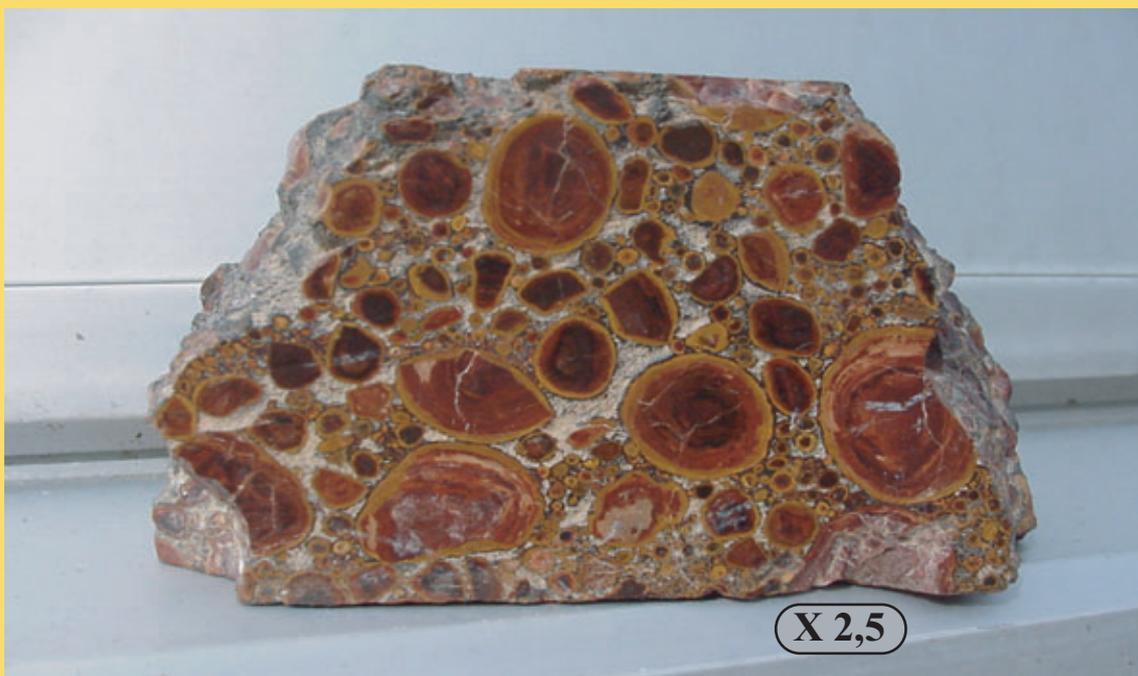


ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières



X 2,5

Bauxite



ALUMINIUM : UNE ACTUALITÉ FOURNIE
NICKEL : EN ROUTE VERS LES 9 000 US\$/t
DIAMANT : UN MARCHÉ FAVORABLE
ET TOUJOURS PLUS DE PROJETS

ECOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet « www.industrie.gouv.fr/energie » de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

la rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques:

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, aux diamants et métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- **questions multilatérales**, rubrique centrée notamment sur les procédures antidumping ;
- **les Etats**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.

Une note sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE:

*Chargé de la coordination : gerard.pezeril@industrie.gouv.fr

*Chargé de la réalisation : jm-eberle@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendances7

➤ **Métaux précieux** : les prises de bénéfice font baisser les prix des métaux, sauf pour l'étain et le nickel

➤ **Métaux de base** : LME, déstockage sensible pour le nickel et l'étain

Fondamentaux7

➤ États-Unis : le moteur américain est en panne et ce n'est pas la guerre qui le relancera

Dossiers et faits d'actualité8

➤ Métaux de base, la hausse récente des prix est-elle significative et durable ?

➤ Acier : après les États-Unis, l'Europe et le Japon annoncent des restructurations

➤ Bauxite/alumine : la Guinée resserre les liens avec d'anciens amis

➤ Goro Nickel : Sumitomo confirme son intérêt malgré la hausse des coûts du projet

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base11

➤ **Aluminium** : bilan 2002 et perspectives 2003 du marché de l'aluminium primaire

➤ **Cuivre** : c'est la demande asiatique qui soutiendra le marché du cuivre en 2003

➤ **Étain** : Bilan du côté des producteurs d'étain d'après le consultant CRU

➤ **Fer et acier** : où en sont les privatisations des aciéristes est-européens ?

➤ **Plomb-Zinc** : Norzinc maintiendra cette année son niveau de production de 2002

Métaux d'alliage14

➤ Antimoine : baisse de 8 % des exports chinois d'antimoine en 2002

➤ Chrome : Coobina s'adjointrait une fonderie de ferrochrome

➤ Cobalt-Nickel : conséquences des coupures d'énergie en République Dominicaine et à Cuba

➤ Magnésium : Noranda suspend son activité magnésium

➤ Vanadium : Windimurra (Australie) ferme, Balasausqandiq (Kazakhstan) va ouvrir

Métaux spéciaux16

➤ Mercure : marché en voie de tarissement, mais tensions sur les prix

➤ Silicium : tensions sur l'offre et raffermissement des prix du silicium aux USA

➤ Titane : mine du titane, surcapacités aggravées par l'afflux de nouveaux projets

➤ Uranium : l'Iran confirme le développement d'une filière nucléaire ... à usage civil

Diamant et métaux précieux18

➤ **Diamant** : bonne surprise sur les ventes de diamants bruts 2002 et pour De Beers

➤ **Or** : au bilan, les ventes officielles compensent le déficit offre / demande

➤ **Palladium-Platine** : envolée du platine sur fond de déséquilibre persistant du marché

Minéraux industriels et Matériaux de construction21

➤ Pigments blancs : Kemira parie sur le sulfate de calcium

➤ Lafarge toiture : développements en Thaïlande

➤ Imerys : objectif Thaïlande dans les céramiques techniques

➤ Granulats : un observatoire des matériaux en Aquitaine pour gérer la pénurie

➤ Terres cuites : diversification et croissance externe pour Wienerberger

Eaux minérales22

➤ Coca-cola accentue son offensive en Europe ...

➤ Tandis que Nestlé poursuit sa percée en Russie et se renforce en Europe

➤ Marché de l'eau en bouteille : une croissance qui explique les appétits

Recyclage23

➤ Ferrailles : marché difficile, cours en hausse

➤ Déchets électriques et électroniques : petits mais nombreux

➤ France : coup d'envoi à la mise en conformité des usines d'incinération

➤ Emballages jetables de boisson : consigne obligatoire en Allemagne

QUESTIONS MULTILATÉRALES ...25

➤ **Acier** : mesure américaine « 201 » toujours ...

➤ **Métaux de base** : Russie, baisse des taxes à l'importation des boîtes en aluminium

➤ **Alliages** : Inde, possible baisse des taxes douanières à l'importation et producteurs inquiets

➤ **Métaux spéciaux** : Taxes américaines anti-dumping sur le silicium russe, soupis et soulagements

➤ **Scraps** : doublement de la taxation russe à l'exportation de scraps, un bras de fer est engagé

LES ÉTATS27

LES ENTREPRISES33

CARNET37

ECO-NOTE39

➤ Diamant : panorama minier mondial (partie 2), par J.M. Eberlé, BRGM

**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS DE FEVRIER 2003**

**Métaux précieux (US\$/once)
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel Moyenne 2002	Moyenne janvier 2003	Moyenne février (25/02)	<i>Tendance février - janvier</i>
Argent	5,5	5,2	4,9	4,4	4,6	4,8	4,7	- 3,15 %
Or	295	280	280	275	310	357	361	+ 1,17 %
Palladium	285	360	680	540	337	255	255	- 0,20 %
Platine	370	380	545	515	540	630	684	+ 8,55 %

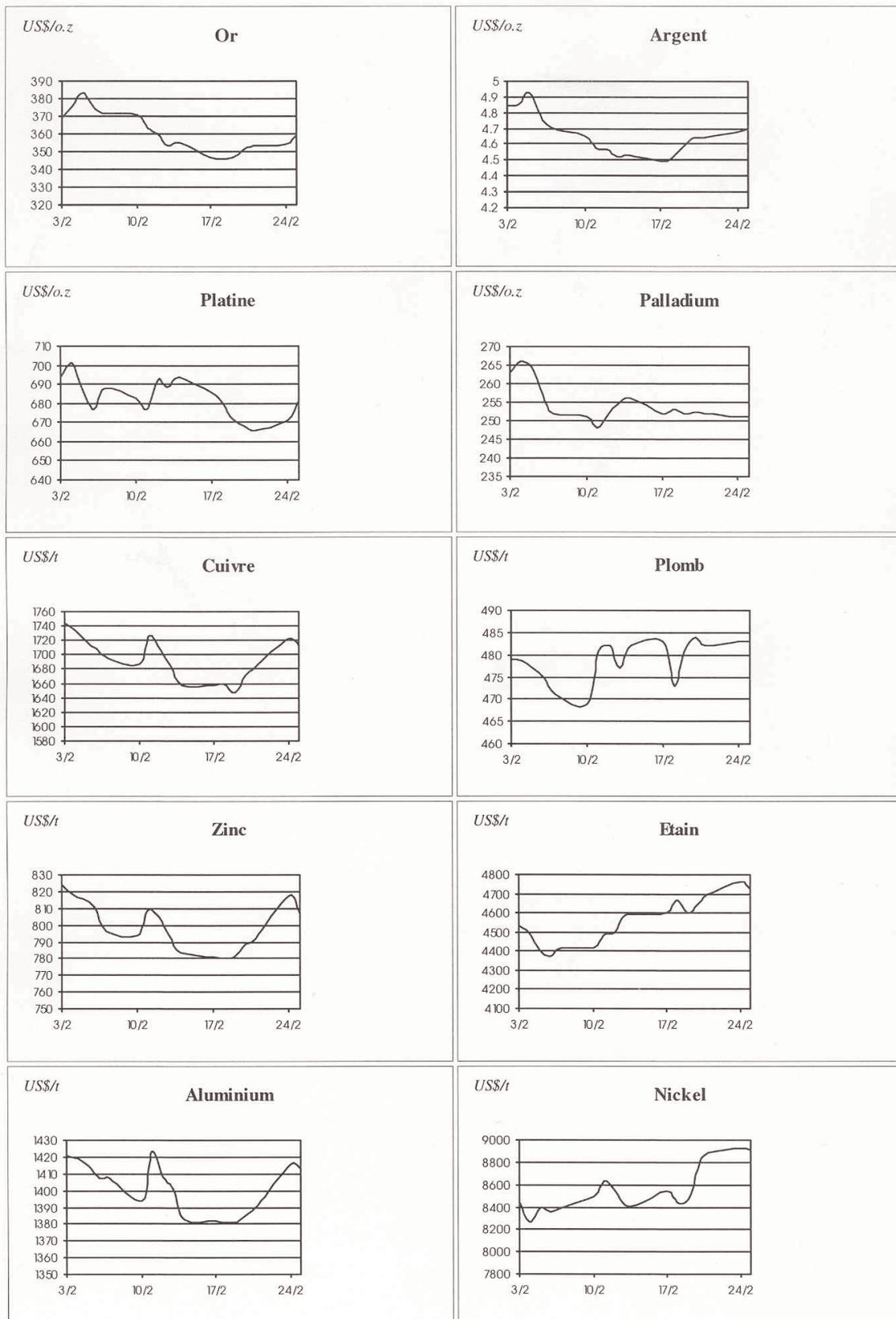
**Métaux de base et d'alliage (US\$/t)
(London LME 3 mois)**

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Moyenne janvier 2003	Moyenne février (25/02)	<i>Tendance février - janvier</i>
Aluminium	1365	1 360	1 550	1 440	1 365	1 380	1 402	+ 1,60 %
Cuivre	1 655	1 575	1 815	1 580	1 580	1 670	1 695	+ 1,73 %
Etain	5 510	5 405	5 445	4 480	4 090	4 460	4 559	+ 2,24 %
Nickel	4 650	6 050	8 540	5 940	6 745	8 040	8 546	+ 6,31 %
Plomb	530	505	460	475	460	455	479	+ 5,30 %
Zinc	1 035	1 085	1 030	885	795	795	800	+ 0,52 %

**État des Stocks (t)
(LME)**

	Fin 2001	Fin 2002	Fin novembre 2002	Fin décembre 2002	Fin Janvier 2003	Fin février (25/02)	<i>Evolution février - Janvier</i>
Aluminium	821 850	1 241 350	1 267 875	1 241 350	1 199 550	1 227 800	+ 2,36 %
Cuivre	799 225	855 625	862 550	855 625	833 225	823 600	- 1,16 %
Etain	30 550	25 610	26 650	25 610	23 790	19 730	- 17,07 %
Nickel	19 190	21 970	20 155	21 970	22 315	14 705	- 34,10 %
Plomb	97 700	183 900	181 175	183 900	182 025	178 725	- 1,81 %
Zinc	433 350	651 050	648 450	651 050	678 450	672 275	- 0,91 %

VARIATION DES COURS SUR LE MOIS (01 au 25 février 2003)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

Les prises de bénéfice font baisser les prix des métaux sauf pour l'étain et le nickel

De façon générale, le prix des métaux de base et précieux a été plutôt baissier en février. L'or en particulier, a chuté à près de 340 \$/oz, soit son plus bas niveau depuis fin 2002. Mais à ce niveau, qui efface tous les gains de 2003, le métal a trouvé preneur, particulièrement au Moyen Orient et au Japon, ce qui a permis au cours de remonter au dessus de 350 \$/oz.

Le cuivre, l'aluminium et le zinc ont tous chuté sous les niveaux de prix relativement élevés de fin janvier (que nous considérons comme « non-durables », voir rubrique : « Dossiers et Faits d'Actualité »), avant de se reprendre légèrement. L'aluminium se trouve en situation de déport ("backwardation") ce qui signale soit une spéculation soit des problèmes d'approvisionnement à court terme.

Le nickel se trouve également en situation de déport mais le différentiel entre prix spot et à trois mois a tendance à se réduire fortement. Plus important, le prix est soutenu par les fondamentaux : en 2002, la demande de nickel a augmenté de 4,7 % et l'offre de 2,3 % seulement et le marché de l'inox est en forte croissance (5-7 % prévus pour 2003).

L'étain est l'autre vedette du moment. À 4 700 \$/t, le métal est au plus haut depuis près de deux ans. Selon le CRU de Londres, le marché de l'étain devrait se retrouver en déficit d'environ 15 000 tonnes en 2003 et les prix pourraient grimper au dessus des 5 000 \$/t. En dehors du Pérou (Société Minsur, 2^e producteur mondial, avec 36 000 t de métal raffiné) et du chinois Yunnan Tin (4^e producteur mondial avec 30 000 t) la plupart des autres sociétés productrices d'étain

connaissent des problèmes financiers ou d'épuisement des réserves (tel que Paranapanema, au Brésil).

(Mining Journal : 14/02 ; 21/02/2003)

LME : déstockage sensible pour le nickel et l'étain

Il n'est pas fréquent d'observer des variations de pourcentage à 2 chiffres dans l'évolution des stocks donnée par le LME. C'est pourtant ce qui apparaît pour le nickel et l'étain, dont les stocks ont diminué respectivement de 34,10 et 17,07 % entre fin janvier et le 25 février.

	Fin janvier	04 février	011 février	18 février	25 février
Nickel	22 315 t	22 248 t	21 786 t	19710 t	14 706 t
Etain	23 790 t	23755 t	21465 t	19910 t	19730 t

Les variations pour les autres métaux sont faibles, diminution pour le cuivre, le plomb, et le zinc, et augmentation pour l'aluminium.

(Mining journal : 21/02/2003 ; internet : www.co.uk)

2. FONDAMENTAUX

Le moteur économique américain est en panne et ce n'est pas la guerre qui le relancera

Depuis la mi-2000 la crise économique américaine a été souvent mise sur le compte de problèmes considérés comme « temporaires » : l'effondrement du secteur Internet, l'éclatement de la « bulle » boursière, le traumatisme du 11 septembre, les scandales financiers (Enron, World Com ...) et, aujourd'hui, les incertitudes géopolitiques. La « théorie de la guerre en Irak » s'inscrit dans cette tendance et elle a le vent en poupe dans les hautes sphères du gouvernement. Début février, Alan Greenspan, président de la Fed, l'a faite sienne en affirmant que « les risques géopolitiques ont

conforté les entreprises dans leur attitude attentiste en matière de dépenses et d'embauches. Le climat économique devrait s'améliorer dès que ces risques auront disparu ».

Cette façon de voir les choses masque la sombre réalité économique, à savoir que le pays est confronté à un ralentissement prolongé de la croissance : depuis la mi-2002, l'économie américaine a cru au rythme annuel de 1,3 %, avec seulement 0,7 % sur le dernier trimestre 2002. Les explications « temporaires » minimisent les effets néfastes du boom des années 90

lorsque les entreprises ont investi à tour de bras et les consommateurs ont dépensé sans limites, profitant de leur nouvelle richesse acquise en Bourse. Et les entreprises comme les ménages se sont lourdement endettés. Maintenant, les entreprises suppriment investissements et emplois de façon à résorber progressivement les excédents de capacités, avant un retour aux profits et les ménages réagissent à la chute de la Bourse et à la précarité croissante de l'emploi en dépensant moins. Cette logique contraignante est adoucie par plusieurs facteurs : baisse des taux d'intérêt, réductions d'impôt, refinancement des emprunts immobiliers... mais la logique n'en demeure pas moins.

L'idée qui a cours désormais est qu'une victoire rapide contre l'Irak se traduirait par une baisse du pétrole et une levée des incertitudes géopolitiques. Peut-être ou peut-être pas ! Selon une étude de Goldman Sachs, une guerre ferait grimper les prix à 40-50 \$ le baril de brut, mais même une victoire rapide des Américains ne le ferait pas descendre à 16-17 \$ et Goldman Sachs prévoit des prix au dessus de 27 \$ le baril sur les 12 mois prochains (cela est dû à la situation au Venezuela et à l'hiver très froid américain - il n'y actuellement que 2 millions

de barils de capacité non-utilisée dans l'OPEC contre 6 millions à la veille de la première guerre du Golfe et les stocks de pétrole américains sont au plus bas depuis 1975).

Alors que la hausse actuelle des dépenses militaires sont un des rares motifs de satisfaction pour l'économie américaine anémiée, il ne faut pas pour autant, contrairement aux idées reçues, compter sur la guerre pour relancer durablement le moteur économique. La centaine de milliards que pourrait coûter la guerre à venir ne pèse pas lourd par rapport aux 10 000 milliards de dollars annuels que représente l'économie américaine. D'autre part, l'essentiel du budget de la défense, d'environ 400 milliards (pas beaucoup non plus par rapport au volume total de l'économie US), servira à déployer les troupes à l'étranger, puis à les entretenir sur place et non à faire tourner les usines aux États Unis. Les temps de la relance économique par la guerre (39-45, Corée, Vietnam) sont désormais loin car, de nos jours, l'économie US est trop vaste pour être remise en route par quelques pourcentages d'augmentation du budget de la défense. D'ailleurs, il faut se rappeler que la première guerre du Golfe n'a pas empêché les États Unis de rentrer en récession en 1991.

*(Newsweek & Wall Street Journal, 13-19/02/2003 ;
The Economist : 22/28/2003)*

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

Métaux de base : la hausse récente des prix est-elle significative et durable ?

Alors que, parmi les métaux, ce sont surtout l'or et le platine qui retiennent l'attention des observateurs depuis le début de l'année, il faut également remarquer la hausse de prix des métaux de base qui dépasse les 7 % en moyenne pour les six métaux de base depuis le début de l'année et 12 % depuis janvier 2002.

Cette hausse des prix des métaux de base s'inscrit dans un mouvement

général de hausse des matières premières qui atteint 21 % en dollars US depuis janvier 2002, selon l'indice de l'Economist qui exclut le pétrole et les métaux précieux. Mais au sein de cet indice on peut remarquer que la performance des métaux est faible par rapport aux denrées alimentaires qui augmentent de plus de 20 % sur la même période ou par rapport à des denrées telles que la laine ou le coton qui ont augmenté de 34 %.

Ensuite on peut remarquer que, par exemple, les hausses de prix du cuivre et du nickel, les plus significatives parmi le groupe des métaux de base, sont dues à la fois à une certaine discipline de l'offre et à des prises de position spéculatives, beaucoup plus qu'à un réel démarrage de la demande de métaux au niveau mondial, à l'exception notable de la Chine. Mais la Chine, avec un PIB national représentant 10 % de celui des États-Unis ne peut à elle seule compenser la faiblesse actuelle des économies du G7.

En fait, les facteurs qui expliquent le mieux la hausse actuelle du prix des métaux de base, exprimée en dollars, sont la dévaluation de la monnaie américaine (exprimé en euros, l'indice des prix des métaux de l'Economist a baissé de 8 % depuis un an) ainsi que les prises de positions longues sur les métaux (et les matières premières en général) des "hedge funds" et autres fonds d'investissement qui, depuis l'éclatement de la bulle hi-tech et l'affaire Enron, désertent les placements dans les sociétés qui vendent du know-how (de l'immatériel) ou des marques, au profit d'actifs physiques tels que les métaux.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que, malgré la hausse des métaux de base, des métaux ferreux (hausse importante attendue pour les prochains contrats de minerai de fer) et, bien sur des métaux précieux, les actions des trois grands conglomérats miniers diversifiés Rio Tinto, BHP Billiton et Anglo American ont baissé respectivement de 10 %, 14 % et encore 10 % en janvier 2003. Alors que le prix de l'aluminium a augmenté de 6 % au LME en janvier, les actions de Pechiney ont baissé de 18 % et celles d'Alcoa de 13 % ; parmi

les sociétés minières produisant des métaux de base, seuls Inco (nickel) et Phelps Dodge (cuivre) tirent leur épingle du jeu en janvier. Selon les experts, cette défiance vis-à-vis des actions de sociétés minières, malgré la hausse des cours des métaux, exprime parfaitement le manque de confiance des investisseurs concernant la « durabilité » de cette hausse. Cette attitude ne commencera à changer que lorsqu'il y aura une réelle et significative reprise de la demande mondiale de métaux.

*(Mining Journal : 31/01/2003 ;
Financial Times : 05/02/2003 ;
The Economist : 07-14/02/2003)*

Acier : après les États-Unis, l'Europe et le Japon annoncent des restructurations

Alors que la restructuration de la sidérurgie américaine semble bien lancée (voir : Ecomine de janvier 2003), Arcelor et les aciéristes japonais annoncent à leur tour des restructurations pour les années à venir.

En Europe, Arcelor annonce un plan de fermeture de hauts fourneaux portant sur quelques 8 millions de tonnes de capacité, au cours des huit années prochaines. Les sites concernés sont ceux de Cockerill Sambre Liège en Belgique, Sollac Lorraine Florange en France, Brème et Eko Stahl en Allemagne. Le site belge devrait être le premier touché puisque la rénovation du revêtement des hauts-fourneaux (capacité : 1,7 Mt/an), prévue pour 2005-2006, ne sera pas entreprise. Avec les hauts fourneaux, les installations d'agglomération, l'aciérie, la coulée continue et le laminoir à chaud devraient également fermer. Le problème avec ces dernières unités est qu'elles se situent à une vingtaine de km des laminoirs à froid et des lignes de galvanisation et le transport par train des coils d'acier ajoute des coûts qu'Arcelor estime devoir éliminer. Ne devraient plus subsister sur ce site, dans quelques années, que les fours à coke. Les hauts fourneaux et l'aciérie de Florange devraient fermer, quant à eux, seulement en 2010, mais Arcelor ne n'a pas encore pris de décision définitive concernant le laminoir à chaud (capacité : 3,4 Mt/an). Brème verra la fermeture après 2004 de l'un de ses

hauts fourneaux (1,1 Mt/an de capacité) et Eko Stahl perdra également son unité la plus ancienne (0,5 Mt/an de capacité). En plus de ces mesures annoncées, Arcelor est en train de re-examiner ses capacités de laminage à froid et pourrait annoncer bientôt des réductions de capacités dans ses installations situées en Europe du Nord.

Au Japon, c'est la fusion de Kawasaki Steel et de NKK pour donner naissance à JFE Steel qui fait l'actualité. Selon les directions des deux groupes, ce sont pas moins de 17 unités de production (3 hauts fourneaux, 2 laminaires à froid, 5 usines de galvanisation et autres tôles traitées, 2 de produits longs et 4 de tubes) qui devraient être fermées d'ici 2004. La capacité de production devrait être ainsi réduite d'environ 3,5 millions de tonnes, soit 10 à 15 % de la capacité cumulée existante. JFE Steel produira environ 26 millions de tonnes d'acier cette année. D'ici 2005, la production est prévue d'augmenter à 27 millions de tonnes et surtout, grâce aux réductions de personnel qui accompagneront la restructuration, la productivité annuelle du personnel passera de 1 700 tonnes/homme actuellement à 2 100 tonnes. JFE Steel sera un rival de poids pour Nippon Steel, l'autre mastodonte de la sidérurgie nipponne, qui lui, est allié à Kobe Steel et Sumitomo Metals.

(Metal Bulletin : 30/01, 03/02/2003)

Bauxite/alumine : La Guinée resserre les liens avec d'anciens amis

L'annonce de la reprise de l'usine d'alumine de Friguia par le russe Rusal ne constitue pas vraiment une surprise pour les observateurs.

En 2002, Rusal a produit 2,48 Mt d'aluminium et alliages mais seulement 2,25 Mt d'alumine, ce qui fait du groupe russe un grand importateur d'alumine sur le marché mondial (il faut deux à trois tonnes d'alumine pour fabriquer une tonne d'aluminium) car la majorité des réserves russes de bauxite et environ 2 millions de tonnes de capacité de production d'alumine sont contrôlées par le groupe Sual Holding, grand rival de Rusal.

Le complexe de Friguia comprend une mine de bauxite et une raffinerie d'alumine de 0,7 Mt/an de capacité, située à environ 110 km au Nord de Conakry et reliée à la côte par un chemin de fer. À l'origine, Friguia était à 51 % la propriété du consortium Frialco et 49 % au gouvernement guinéen, et managé par Pechiney jusqu'en 1997. Après 2-3 années difficiles, pendant lesquelles le gouvernement a essayé en vain de privatiser Friguia, l'entreprise a été gérée à partir de 2000 par l'américain Reynolds (repris depuis par Alcoa) à travers la société ACG (Aluminium Co. of Guinea). Selon Reuters, Rusal aurait acquis récemment les 85 % d'ACG, qui étaient détenus par GICL (Guinea Investment Co. Ltd) et réservés aux investisseurs étrangers (le gouvernement garde 15 % dans ACG). Sans confirmer le montant de sa participation dans ACG, Rusal a déclaré s'être entendu avec Reynolds (Alcoa) pour augmenter la capacité de production de Friguia à 1,2 Mt d'alumine.

Rappelons qu'il y a deux ans, Rusal a signé un contrat de management de 25 ans pour la société des bauxites de Kindia (SBK) qui exploite des mines au NE de Conakry et qui a été le principal fournisseur de bauxite de l'Union Soviétique il y a une vingtaine d'années. Ce contrat inclut l'engagement de Rusal d'investir 40 millions de dollars sur 3 ans pour porter la production de minerai de 1,5 à 2,5-3 Mt/an. En 2002, la production de la SBK a été de 1,82 Mt.

Dans le Nord du pays et à plus long terme, Rusal propose de construire à Dian-Dian, à 50 km. au NW de Sangarédi où se trouve le centre opérationnel de la CBG (Compagnie des Bauxites de Guinée) un complexe mine-raffinerie d'alumine d'une capacité de production possible de 12Mt/an de bauxite et 2,5 Mt d'alumine.

(Mining Journal : 07/02/2003, Rapports annuels Rusal et Sual)

Goro Nickel : Sumitomo confirme son intérêt malgré la hausse des coûts du projet

Sumitomo Metal Mining (SMM), principal producteur de nickel du Japon a annoncé qu'il souhaitait confirmer son implication dans le

développement du projet nickel de Goro malgré la hausse de 45 % du coût de l'investissement, qui devrait atteindre 2,1 milliards de dollars au lieu des 1,45 prévus à l'origine par Inco. Rappelons que, en mai dernier, Sumitomo était en négociations avec Inco pour l'acquisition de 25 % du capital de Goro Nickel. L'intérêt confirmé des japonais pour Goro pourrait contribuer à relancer les travaux de développement actuellement à l'arrêt sous l'effet d'un moratoire de six mois décrété par Inco à la suite de la mise en évidence des dépassements des coûts de l'investissement de 45 %.

Ce sont les perspectives favorables du marché de l'acier inox qui expliquent l'intérêt des japonais pour Goro. La production occidentale d'acier inox a augmenté de 5,8 % en 2002 à 19,1 Mt, auxquelles il faut ajouter 0,6 Mt produits par la Chine où la demande est en forte croissance. Selon l'International Nickel Study Group, la demande de nickel a augmenté de 4,7 % à 1,18 Mt. en 2002 mais l'offre n'a augmenté que de 2,3 %. Ainsi, en 2002, l'excédent de métal sur le marché a été réduit à 29 kt contre 53 kt en 2001.

(Metal Bulletin : 17/02/2003 ; Mining Journal : 14/02/2003)

Pechiney confirme son projet en Afrique du Sud

Pechiney a confirmé que ce sera finalement bien l'Afrique du Sud qui accueillera la première usine d'électrolyse d'aluminium dans le monde à utiliser la technologie AP 50 (50 000 ampères) mise au point par le groupe français. L'usine devrait entrer en production en 2006 dans la zone industrielle et portuaire de Coega, près de Port Elisabeth, dans la province du Cap oriental.

Jusqu'à présent, le financement du projet, dont la construction est estimée à 2 milliards d'euros, est déjà assuré jusqu'à hauteur de 70 %, dont 35-45 % pour Pechiney et 25 % pour l'Agence nationale de développement d'Afrique du Sud (SADC) et l'électricien sud-africain Eskom ; ce dernier fournira par ailleurs l'énergie pour la future usine à des prix jugés très compétitifs par Pechiney. Des discussions

sont par ailleurs en cours avec des industriels allemands ainsi qu'avec un groupe d'intérêts noirs sud-africain et avec l'ingénieur Bateman en vue de compléter les participations dans le capital de la future société pour les 30 % restants.

En parallèle, Pechiney attend une aide de la part de l'Agence de développement de Coega d'un montant de 219 millions d'euros pour le développement des infrastructures portuaires ; celles-ci seront opérationnelles en septembre 2004. L'usine devrait produire 460 000 tonnes d'aluminium à partir de 2006, avec un effectif de 835 salariés. Parce qu'elle n'exige qu'une seule ligne de 336 cuves à électrolyse (« pots ») au lieu de deux lignes de 576 cuves pour l'ancienne technologie AP30, l'AP50 permet d'accroître la productivité par salarié de 36 %, de réduire de 15 % le coût par tonne d'aluminium ainsi que les émissions de CO₂. Par ailleurs, le délai de construction de l'usine est raccourci de trente six à vingt-quatre mois.

Le groupe français Technip-Coflexip, en joint venture 50-50 avec Bateman, s'est vu attribuer le contrat de construction du site, avec le support technique de l'américain Bechtel.

(Usine Nouvelle : 20/02/2003 ;
Platts Metals Week : 10/02/2003)

Metaleurop : suite de l'affaire et commentaires

Alors que la liquidation judiciaire de Metaleurop Nord et de son usine de Noyelles Godault (voir Ecomine de janvier) semble de plus en plus probable, il n'est pas inutile de dresser un premier bilan des conséquences de cette triste affaire, avec quelques commentaires à l'appui.

La tempête médiatique et politique déclenchée par cette affaire a abouti au plan réglementaire à l'adoption au Sénat le 6 février de la loi sur les risques, avec un amendement spécial prévoyant notamment l'obligation de constituer des provisions financières pour faire face à la dépollution des sols et à la remise en état du site en cas de fermeture, pour les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) classées Seveso.

Par ailleurs, le 10 février, les administrateurs judiciaires de Metaleurop Nord ont déposé une assignation devant la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Béthune, afin que celui-ci étende la procédure de redressement judiciaire à la maison-mère Metaleurop SA et à Metaleurop Commercial SAS, filiale du groupe chargée de la commercialisation de ses produits.

Enfin, à la fois à travers la COB (brigade financière) et Deminor (association des petits porteurs), les autorités souhaitent tirer au clair le rôle joué dans cette affaire par Glencore, principal actionnaire de Metaleurop. Sur ce front, deux pistes sont suivies : prouver que Glencore contrôle de fait Metaleurop et/ou que la société suisse a commis des fautes de gestion graves au détriment de Metaleurop. À ce titre, la maison-mère Metaleurop SA (33 % Glencore) est visée, depuis le 19 février, par l'ouverture d'une information judiciaire pour « abus de bien social » et « recel d'abus de bien social », notamment dans le cadre de la vente fin 2002 à Xstrata (40 % Glencore) de l'usine d'électrolyse de Nordenham (Nord de l'Allemagne) à un prix estimé nettement en dessous de sa valeur.

Commentaires

- Concernant la loi sur les risques, on peut se demander pourquoi des dispositions existant déjà pour les mines (Code minier) et les carrières, qui ne sont plus actuellement les entreprises les plus polluantes, n'ont pas été étendues beaucoup plus tôt à toutes les ICPE (installations classées protection de l'environnement) : métallurgie, chimie, etc. de façon à permettre à ces entreprises de provisionner progressivement leurs frais environnementaux tout au long de leur vie.

- Quant à étendre la procédure de redressement à la maison mère, aussi curieux que cela puisse paraître, cela va contre la jurisprudence du droit des sociétés, comme le souligne Libération, car la solidarité financière maison-mère avec une filiale, même détenue à 100 %, n'est pas garantie en droit. Ensuite, selon les rares communiqués de Metaleurop SA, le groupe se trouverait dans une grave

situation financière avec 129 millions d'euros de dette et une trésorerie à sec (le groupe s'efforce de négocier 15 millions d'euros de besoins immédiats de trésorerie). Il est donc assez évident que si le tribunal donne raison aux administrateurs, ceux-ci ne trouveront pas grand-chose dans les caisses de la maison mère et le seul résultat de cette démarche serait de mettre en liquidation le groupe Metaleurop tout entier (2 200 salariés), ce que personne (sauf peut-être Glencore) ne souhaite.

- Concernant le prix de vente de Nordenham (100 millions d'euros, dont 20 pour des stocks de métal détenus par l'usine) à Xstrata, le prix se situe nettement au-dessous des moyennes historiques selon divers experts (ING, ABN Amro) et même selon Xstrata (selon le communiqué publié sur le site Internet de la société) surtout pour un outil de production très moderne et performant (coûts de production dans le quartile inférieur parmi les fonderies de zinc occidentales). Il y aurait donc bien matière à « abus de biens sociaux ». Mais Metaleurop et Glencore brandissent un « certificat d'équité » délivré par la Banque Lazard, censé certifier que le prix de vente était raisonnable. Il est donc probable qu'on s'achemine vers une bataille d'experts. D'autre part, lors de la vente de Nordenham, il est clair que les autorités de surveillance (de la COB, par exemple) auraient du intervenir plus tôt pour tirer la sonnette d'alarme et bloquer une transaction qui vidait Metaleurop SA de l'essentiel de sa substance.

(Le Monde : 14/02/2003 ;
Libération : 18/02/2003 ;
www.xstrata.com ; analyse BRGM)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

Bilan 2002 et perspectives 2003 du marché de l'aluminium primaire

C'est l'heure des bilans 2002 et prévisions 2003, notamment à l'International Aluminium Institute et chez des acteurs majeurs de la filière tels Mitsui & Co et Sumitomo.

La production mondiale 2002 d'aluminium primaire a progressé de 5,7 %, à 25,9 Mt. Mais cette hausse est quasi-exclusivement due à la production chinoise qui a progressé de 28,5 %, passant de 3,4 Mt à 4,4 Mt. Ailleurs, la réduction de la production nord-américaine a été mécaniquement compensée par des hausses, à l'exemple de la Russie, dont la production a progressé de 1,4 %, 3,35 Mt.

La demande mondiale en retrait par rapport à l'offre, le surplus est évalué à 774 000 tonnes. Principal point de satisfaction, la hausse de production chinoise est essentiellement absorbée par sa consommation galopante (croissance économique de 8 % du PIB), notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile.

Pour Mitsui, la prévision 2003 donne une offre en hausse de 6,7 % et une demande en hausse de 6,2 %, amenant un surplus de 966 000t. Mitsui table sur un fort ralentissement de la demande sur les grands marchés (+ 3 % après un + 6,7 % en 2002 aux États-Unis, + 1 à 2 % en Europe et au Japon). L'expansion viendrait de Chine (+ 21 %), de Russie, d'Europe de l'est, voire d'Afrique.

Sumitomo reprenant l'exercice à l'échelle de la sphère économique occidentale, anticipe une hausse de l'offre de 4,2 %, à 21,1 Mt, contre

une hausse de 3,7 % de la demande ; soit un excédent, ici, d'environ 680 000t.

(*Financial Times* : 30/01/2003 ;
La Tribune : 20-21-27/01/2003 ;
Les Echos : 27/01/2003)

Grâce à Alcoa et Columbia, la production islandaise en hausse de 412 000 t/an

L'usine islandaise en projet d'Alcoa à Fjarooal (ou Reydarfjordur ?) aura une capacité de 322 000 t/an d'aluminium et devrait respecter l'objectif d'une mise en production à partir de 2007. En effet, le comité directeur du groupe américain, n° 1 mondial du secteur, vient de donner son feu vert au lancement de la construction. Ce projet, évalué à 1,1 milliards de \$, constitue, avec la construction d'une usine hydroélectrique par la compagnie nationale Landsvirkjun qui lui fournira l'énergie, l'investissement le plus important jamais réalisé par l'Islande. De son côté, Landsvirkjun vient de confier à la société italienne Impregilo SpA, pour 600 M\$, la construction de l'usine électrique.

Déjà installé, l'opérateur Nordural (Nordic Aluminium Oyj, filiale de Columbia Ventures Corp), a décidé de ne pas se laisser distancer et de doubler la capacité de son usine qui passera de 90 000 à 180 000 t/an d'aluminium. Là aussi intervient le distributeur national d'électricité, Landsvirkjun, qui devrait construire une nouvelle usine hydroélectrique. Bien entendu, la suite dépend des premiers résultats des études d'impact.

(*American Metal Market* :
20/01/2003 ;
Mining Journal: 14/02/2003)

Péchiney met sur rail son projet AP50 sud-africain ...

Une fois choisie la zone portuaire de Coega (Port Elizabeth, Eastern Cape) pour y implanter son projet

sud-africain de fonderie d'aluminium à base de la nouvelle technologie AP50, le groupe français Péchiney a intensifié sa recherche de co-investisseurs sur ce projet estimé entre 1,6 à 2,2 milliards de \$. Écartant la solution de producteurs concurrents au profit de partenaires industriels et financiers, il serait question de la compagnie fournissant l'énergie Eskom, de l'Industrial Development Corp of South Africa, et d'intérêts privés dont un représentant du black empowerment, soit un groupe de sept partenaires maximum, dans lequel Péchiney entrerait à hauteur de 35-45 %. Le démarrage de l'usine est programmé pour 2006.

Pour la construction de l'usine, contrat portant sur 600 M\$, Péchiney a choisi le spécialiste français de pétrochimie Technip-Coflexip et le groupe sud-africain Bateman Engineering. De plus, la société américaine Bechtel apportera son soutien technique. Le démarrage des travaux (estimés durer 24 mois) attend le bouclage financier du projet.

Concernant les coûts, Péchiney mise sur la conjonction du volume (460 000 t/an) et de l'emploi de sa dernière technologie « maison » AP50 (50 000 ampères) pour abaisser le coût de production à la tonne de 15 % environ. Le groupe français compte vendre cette technologie, y compris à ses grands concurrents comme Alcoa et Alcan. Enfin, l'approvisionnement d'alumine reste indéfini avec trois options privilégiées : Guinée, Australie, Brésil.

(*Africa Mining Intelligence* :
12/02/2003 ;
Financial Times : 04/02/2003 ;
L'Usine Nouvelle : 20/02/2003 ;
Metal Bulletin : 13/02/2003 ;
Mining Journal : 07/02/2003)

... Et restructure sur le continent européen

Péchiney vient de dévoiler un plan de restructuration de ses sites

industriels français qui se traduira par la fermeture de trois d'entre eux et la suppression de 600 postes. Les usines d'aluminium d'Auzat (Ariège, 44 000 t/an, 218 postes), Aubagne (Bouches-du-Rhône), Avallon (Yonne) seront arrêtées (peut-être dès cet été ?) tandis que les capacités des usines de Tarascon-sur-Ariège (Ariège, suppression de 50 postes sur les 268 de l'usine Sabart) et de Provins (Seine-et-Marne) seront réduites.

Péchiney emploie 35 000 personnes dans le monde, dont la moitié en France. Il a déjà engagé fin 2002 aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Italie un plan de suppression de 500 postes et la restructuration de son usine américaine de Ravenswood, il est en train de lancer son projet sud-africain (article précédent) et il espère bien mener à terme le rachat des actifs aluminium du groupe anglo-néerlandais Corus. Employés et syndicats français se mobilisent contre cette « délocalisation » mais les réactions des autorités sont mitigées. Par ailleurs, le PDG de Péchiney, Jean-Pierre Rodier, ne manque pas d'arguments pour justifier la décision : baisse du cours du métal, baisse du dollar, baisse des commandes des avionneurs et en particulier d'Airbus (alors que c'est un segment à forte valeur ajoutée), maintien de compétitivité par le détournement des investissements vers les zones d'énergie bon marché. La justification par la perte nette de 50 M€ de l'exercice 2002, après cinq ans de bilans positifs, paraît plus discutable en raison du changement des normes comptables (-315 M€) et de l'insertion d'une importante charge pour restructuration (- 243 M€).

(*Financial Times* : 04/02/2003 ;
Le Figaro : 31/01/2003, 10/02/2003 ;
Mining Journal : 31/01/2003)

Développement de la filière bauxite-alumine en Guinée-Conakry

Pour garantir l'approvisionnement de ses fonderies fournies en bauxite guinéenne depuis l'époque de l'Union soviétique, le producteur Rusal (80 % de la production russe et n°2 mondial) a commencé à investir en Guinée il y a deux ans. En devenant opérateur de

la Société des Bauxites de Kindia pour 25 ans, Rusal s'était notamment engagé à investir 40 M\$ sur trois ans pour porter la production de bauxite de 1,5 à 2,5-3,0 Mt/an. En 2002, la production a atteint 1,82 Mt.

Le mois dernier (cf. Ecomine de janvier), Rusal a renforcé sa position locale en prenant le contrôle (85 % du capital, le solde à l'état guinéen) de Guinean Investment Co qui lui permet d'accaparer le complexe bauxite-alumine de Friguia,. Situé 110 km au nord de Conakry, ce complexe comprend une exploitation de bauxite (2-3 Mt/an ?) et une aluminerie de capacité 0,7 Mt/an (Fria Kimbo). Rusal envisage déjà, en partenariat avec l'actionnaire précédent Reynolds Metals (branche d'Alcoa), de porter sa capacité à 1,2 Mt/an, dont 0,2 Mt de qualité chimique et le reste de qualité métallurgique.

Rusal a un autre projet guinéen, plus grandiose : l'ouverture d'un complexe bauxite-alumine à Dian Dian, près de Sangarédi dans le nord du pays, pour produire 12 Mt/an de bauxite et 2,5 Mt/an d'alumine (signifiant une forte proportion d'export sous forme bauxite). Les ressources du complexe (gisements à Dian Dian, Sinthiourou, Ourourbhe) totaliseraient 1 000 Mt à 45-52 % d'alumine, tandis que les réserves atteindraient 566 Mt.

On n'oubliera pas la présence des grands du secteur dans le consortium Halco (Alcoa, Alcan, Norsk Hydro, Péchiney, Rio Tinto) qui, avec 51 % du capital (49 % à l'état), manage la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), producteur local n° 1 (environ 12 Mt) dont le centre opérationnel est situé à Sangarédi.

Mais la construction de la 2^e aluminerie du pays pourrait bien revenir à la société (listée à New York) Guinea Aluminium Products Corp (Gapco, association de Herakles Capital et de Karalco Resources) via sa filiale locale Boké Alumina Corp. Gapco a l'ambition de construire une aluminerie de capacité 2,6 Mt/an (par tranches de 1,3 Mt) représentant un investissement de deux milliards de \$, et parle d'un doublement ultérieur de la capacité si les conditions le permettent. Pour ce faire, Gapco a choisi la solution d'une synergie avec Halco et

CBG : l'aluminerie serait implantée près de Sangarédi, cœur des opérations de CBG, dont elle « écoulait » une partie de production bauxitique, et partagerait l'utilisation de la voie ferrée (pour laquelle il existe un accord gouvernement – CBG) et des installations portuaires de Kamsar moyennant des dépenses d'aménagement et le partage des coûts d'entretien. La direction de Gapco recherche des co-investisseurs, notamment du côté des partenaires regroupés dans Halco et des fonds spécialisés sur l'Afrique, mais avec le problème posé de pouvoir associer ou non un producteur ne figurant pas dans le groupe Halco. Si toutes ces conditions sont solutionnées, le lancement du projet pourrait commencer l'an prochain pour un démarrage de la production envisagé en 2007.

(*Financial Times* : 05/02/2003 ;
Mining Journal : 31/01/2003,
07/02/2003)

CUIVRE

C'est la demande asiatique qui soutiendra le marché du cuivre en 2003

D'après le producteur Phelps Dodge, la demande mondiale de cuivre a augmenté de 1,5-2,0 % en 2002, grâce au soutien de la demande chinoise, alors que, suivant l'International Copper Study Group, l'offre minière a baissé de 2 % et celle de cuivre raffiné de 1,4 % (chiffres sur 10 mois ici). Les stocks détenus par le LME ont augmenté de 66 000 t, pouvant confirmer une tendance à l'approvisionnement des entreprises en flux tendu déjà suggérée par le décalage des commandes en fins de mois observé chez Phelps Dodge. À noter que la satisfaction de la demande chinoise, en croissance de plus de 2 %, a surtout fait appel aux importations de cuivre raffiné qui ont augmenté de 41,4 %, à 1,18 Mt.

Les prévisions 2003 sont marquées par une absence de reprise de la demande américaine et par une faiblesse de celle européenne (marchés « en deçà de la normale »), mais aussi par une belle performance attendue de la demande asiatique, notamment chinoise. Une demande

chinoise en hausse de 8 % (GFMS Metals Consulting) à 14 % (Macquarie), soit 2,7-2,8 Mt, assurerait une hausse mondiale de l'ordre de 3-4 %. En face, est prévu un redressement de 4 % de la production minière et de 2 % pour le cuivre raffiné, donc une offre à nouveau déficitaire qui devrait stabiliser le marché sur ses positions actuelles, voire permettre une appréciation du cours. Pourvu que l'effort sur les coupures de production perdure encore.

(Financial Times : 30/01/2003 ;
Les Echos : 10-17/02/2003 ;
Mining Journal : 07/02/2003)

Restructuration des actifs américains en vue pour Grupo Mexico

Le producteur mexicain Grupo Mexico (GM) a avancé dans l'affaire de la restructuration de ses actifs américains qui l'oppose au Département de la Justice des États-Unis. Ce dernier serait prêt à accepter que les 52,4 % de Southern Peru Copper Corp (SPCC) détenus par la filiale américaine Asarco puissent passer dans l'escarcelle d'Americas Mining Corp, la branche regroupant les actifs miniers de GM. D'abord, il a été reconnu que la dette d'Asarco (environ 1 milliard de \$) était déjà en grande partie contractée lors de l'acquisition fin 1999, ensuite, la dernière proposition de GM de valoriser SPCC à 765 M\$, bien au dessus de la valorisation boursière actuelle, permettrait à Asarco de se désendetter de 550 M\$, et enfin, un accord a été trouvé pour ouvrir un fonds devant financer la remise en état des sites industriels américains, GM y déposant une (première) somme de 100 M\$. En 2002, SPCC a enregistré un bénéfice net de 60,6 M\$ (+ 30 %). Sa production de cuivre s'est élevée à 346 000 t (+ 1 %) à quoi s'ajoutent 30 000 t produites à partir de concentrés achetés hors groupe.

(American Metal Market :
27/01/2003 ;
Mining Journal : 07/02/2003)

Production record en 2002 pour la compagnie chilienne Antofagasta

Le producteur chilien Antofagasta Copper Mines a enregistré une pro-

duction record de 460 700 t l'an dernier, contre 445 000 t en 2001. La performance (+ 3,5 %) est due à un spectaculaire redressement lors de l'ultime production trimestrielle sur les trois opérations de la compagnie : 137 100 t ou + 22 % à Los Pelambres, 84 300 t ou + 9,1 % à El Tesoro et 13 200 t (hausse inconnue) à Michilla.

(Mining Journal : 31/01/2003)

ÉTAIN

Bilan du côté des producteurs d'étain réalisé par le consultant CRU

Après le bilan et les prévisions 2003-2004 présentés par l'Economist Intelligence Unit du mois dernier qui mettaient en évidence une reprise de la demande (+ 2,3 à + 3,6 % sur la période 2002-2003-2004) et un déficit croissant de l'offre, le consultant CRU a abordé l'exercice plus sous l'angle des compagnies productrices dont les dix principales sont listées ci-dessous (cf. tabl. 1). CRU met l'accent sur le fléchissement de la production minière qui a commencé après le pic enregistré en 2000. En 2003, CRU prévoit une baisse de la production minière de 3 % et une baisse de celle d'étain raffiné de 7 % qui donnerait un déficit de 15 000 t (10 000 t pour l'EIU). Ceci peut expliquer la hausse du cours actuellement : il est monté à 4 710 \$/t, crédibilisant l'hypothèse de CRU d'atteindre 5 000 \$/t en 2003.

Presque tous ces producteurs d'étain auraient du mal à survivre, les

exceptions étant Yunnan Tin et Minsur. Quand ce n'est pas l'épuisement des ressources, c'est l'insuffisance des investissements qui est citée. Certaines compagnies sont plus affectées : Paranapanema conjugue ces deux handicaps, les indonésien-nes ont subi la dure concurrence des exploitations illégales avant que l'état intervienne efficacement, les chinoises font face à un étranglement de l'offre de concentrés (dans le cas de Liuzhou, la baisse avait aussi pour but d'attendre le redressement du cours), Murchison pour la substitution ratée de l'actionnaire.

(Metal Bulletin : 17/02/2003 ;
Mining Journal : 14-21/02/2003)

Les réserves de la mine Pitinga épuisées, le Brésil bientôt strict importateur ?

Les gisements de cassitérite brésiliens, qui ont produit jusqu'à 30 000 t/an d'étain raffiné dans les années 80-90, se sont épuisés. À l'exemple de Pitinga, qui a été un des plus importants gisements de cassitérite, produisant jusqu'à 22 000 t/an au début des années 90. Mais aujourd'hui, la mine, opérée par Paranapanema, ne tourne plus qu'avec le retraitement de la fraction grossière des haldes : 8 900 t/an d'étain métal en 2001 et autant en 2002, et la possibilité de produire trois ans encore à ce rythme. Conséquence, la fonderie de Mamoré fonctionne en sous-capacité.

L'épuisement des ressources a également affecté les autres producteurs de cassitérite comme Cesbra et

compagnie	pays	prod.minière (t métal)	prod. métal raffiné (t)	rang mondial
PT Timah	Indonésie	54 639	42 725	1
Minsur	Pérou	38 815	35 862	2
Malaysia Smelting Co	Malaysie	x	30 887	3
Yunnan Tin	Chine	nd	29 375	4
Thaisarco	Thaïlande	x	18 390	5
PT Koba	Indonésie	23 927	16 095	6
Liuzhou China Tin	Chine	nd	13 760	7
Cia Minera Colquiri	Bolivie	2 600	10 100	8
Paranapanema	Brésil	8 840	9 153	9
Murchison United	Australie	5 609	x	10
total		134 430	206 347	
nd	non disponible			
x	absence			

Tabl. 1 - Dix premiers producteurs d'étain mondiaux 2002.

Best, de même que les petites exploitations artisanales (coopératives de garimpeiros). Avec cette diminution régulière de la production nationale d'étain (12 100 t en 2001), la satisfaction de la demande intérieure (produits étamés, boîtes-boissons...) exige déjà l'importation de minerais. Ou cette solution l'emporte et le pays passera bientôt au rang de strict importateur (après avoir été exportateur de près de 50 % de sa production), ou la solution d'exploiter des gisements en roche est développée. Parapanema a, avec Rocha, un projet de gisement à étain-niobium-tantale. Mais le projet nécessite un investissement de 400 M\$ et ne semble pas du tout prioritaire pour le principal actionnaire de la compagnie.

(*Metal Bulletin* : 10/02/2003 ; *Mining Journal* : 14/02/2003)

FER et ACIER

Où en sont les privatisations des aciéristes est-européens ?

En Pologne, les offres préliminaires en vue de l'acquisition du groupe sidérurgique PHS (Polskie Huty Stali) ont été déposées le 10 février, date limite. Les trois enchérisseurs sont US Steel, LNM Holdings (via Ispat) et Arcelor. Ont été regroupées dans PHS les quatre principales usines : Huta Florian, Huta Katowice, Huta Sendzimir, Huta Cedler. Le gouvernement entend céder un maximum de 75 % du capital, 15 % étant attribués aux employés et les 10 % restants réservés à l'état sous forme de golden share. Les conditions d'acquisition sont divisées en trois étapes. La 1^{re} est l'épuration des dettes par le versement de l'équivalent de 415 M\$ aux débiteurs (compagnies d'électricité et de transport), ou la solution de les inviter au capital. La seconde est la constitution d'un capital d'investissement d'un montant de 150 M\$, qui servira en partie à payer des dépenses de développement déjà engagées. Enfin, la dernière étape ou exigence du gouvernement susceptible de départager les concurrents ne sera dévoilée qu'ultérieurement.

D'après certains commentaires, Arcelor aurait déposé une offre pour

une part minoritaire, voire une offre de principe car le prix exigé lui semble trop important et le plan industriel imposé et non négociable. Les meilleures chances sont du côté de LNM, déjà implanté en Roumanie et en Tchéquie, dont le PDG a clairement affiché son intérêt et également fait part de son ambition de devenir le groupe sidérurgique n° 1 mondial d'ici cinq ans. Mais US Steel est implanté en Slovaquie et peut bénéficier du consensus semblant exister entre autorités politiques polonaises et américaines. Par ailleurs, il est rappelé que l'entrée dans l'UE passe par une réduction de 0,7 Mt de la production d'acier polonaise.

En Tchéquie, le gouvernement a finalisé la vente du principal sidérurgiste, Nová Hut, à LNM Holdings. Mais il doit remettre à la vente le sidérurgiste Vítkovice Steel après un premier échec avec l'enchérisseur final LNM Holdings, dont l'offre avait été jugée bien trop faible. Toutefois, les responsables ne se sont pas encore mis d'accord sur le processus : soit reprendre les négociations avec LNM, soit lancer une nouvelle offre ouverte à tous les groupes sidérurgiques.

(*Financial Times* : 11/02/2003 ; *La Tribune* : 10/02/2003 ; *Metal Bulletin* : 13-17/02/2003)

PLOMB - ZINC

Norzinc maintiendra cette année son niveau de production 2002

Le producteur de zinc norvégien Norzinc (filiale d'Outokumpu) va maintenir dans son usine d'Odda son rythme de production 2002, soit 148 000 t correspondant à 100 % de sa capacité. D'après la direction, le surplus global de zinc effectivement responsable de la faiblesse du cours au LME, n'est plus évident à l'échelle de l'Europe de l'ouest. Les fermetures d'apparence inéluctable aux usines Metaleurop de Noyelles-Godault et MIM d'Avonmouth et la diminution observée de l'offre de concentrés (menaçante car un excès entraînerait une baisse des charges de traitement) ont fait se précipiter les clients de Norzinc sur des contrats d'approvisionnement de long terme. Opportunité

dont le producteur norvégien entend bien profiter.

Norzinc a même entrepris un programme de modernisation de la production qui contribuera à un relèvement de la capacité à 155 000 t/an à la fin des travaux, vers l'automne 2004.

(*Metal Bulletin* : 10/02/2003)

L'usine MIM d'Avonmouth pourrait fermer d'ici la fin février

Suite à la décision de l'australien MIM de se débarrasser de la fonderie de plomb-zinc d'Avonmouth (Royaume-Uni) et à la défection de Marco International, repreneur potentiel, qui a rompu les négociations, la fermeture pourrait être entérinée par les employés le 18 février alors que le délai de consultation de 90 jours court jusqu'au 14 mars. Sans plus d'illusions, les employés prévoient une mise hors service des fours (110 000 t/an de zinc et 50 000 t/an de plomb) sur deux semaines rapidement suivie du démantèlement de l'usine.

(*Metal Bulletin* : 17/02/2003)

2. MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

Baisse de 8 % des exports chinois d'antimoine en 2002

Le marché de l'antimoine connaît régulièrement une accalmie pendant les fêtes de fin d'année en occident, suivie d'une effervescence précédant le nouvel an chinois fêté le 1er février. En conséquence, les prix, partant d'un niveau bas (2 000 \$/t cette année), grimpent (2 200-2 400 \$/t) puis redescendent sous l'effet des déstockages chez les producteurs et négociants, pour atteindre un nouveau bas vers la fin février (2 100-2 200 \$/t).

Les statistiques des douanes chinoises ont révélé pour 2002 une baisse des exportations d'antimoine de 7,9 %, à 20 276t. Soit environ un quart de la production officielle. Cette diminution, alors que les prix ont progressé en cours d'année, pourrait être révélatrice d'une baisse de la demande

mondiale et du problème des exports illégaux. Cette contrebande a eu un écho certain, en novembre dernier, lorsque les autorités ont révélé la saisie de 2 500 t d'antimoine qui devaient transiter par le Vietnam ; jusqu'à aujourd'hui, le propriétaire a préféré ne pas se manifester plutôt que payer les taxes et récupérer sa marchandise.

(*Mining Journal* : 31/01/2003)

CHROME

Coobina s'adjoindrait une fonderie de ferrochrome

Consolidated Minerals, l'opérateur de la mine de chrome australienne de Coobina, dans la région occidentale de Pilbara, a lancé une étude de faisabilité pour la construction d'une fonderie de ferrochrome. *A priori*, le projet semble viable. La production à Coobina atteint un niveau de 250 000 t/an de minerai de chromite à teneur de 42 %.

(*Mining Journal* : 31/01/2003)

Nouvelle mine de chrome sud-africaine ?

Le montage financier pour développer le gisement de chrome de Buffelsfontein appartenant à la compagnie australienne Transvaal Ferrochrome Co (TFC) est en cours : sur les 120 M\$ nécessaires, une solution serait de financer 45 M\$ sous forme d'actions TFC cotées à la bourse australienne (ouverture ou élargissement du capital ?). Le projet, situé au nord de Johannesburg (province du nord-ouest), inclut la future mine et une fonderie de production de ferrochrome dont les coûts opératoires devraient être les plus bas d'Afrique du sud. Les ressources étant estimées à 24 Mt de minerai, l'exploitation est envisagée sur 24 ans au rythme de 700 000 t/an. La fonderie aura une capacité de 600 000 t/an de concentrés, autorisant une production de ferrochrome de 240-250 000 t/an. TFC espère un démarrage de la construction aussitôt bouclé le financement, c'est à dire vers la mi-2003, voire avant.

(*Metal Bulletin* : 13/02/2003 ;
Mining Journal : 21/02/2003)

COBALT - NICKEL

Confirmation des bonnes perspectives du marché du nickel

L'international Nickel Study Group a relevé une hausse de la demande mondiale de nickel de 4,7 % en 2002 (de 1,127 Mt à 1,180 Mt) tandis que la hausse de la production n'est que de 2,3 % (de 1,130 Mt à 1,156 Mt). En conséquence, les stocks ont baissé, passant de 52 900t à 29 000t. Le principal moteur est la hausse de production d'acier inoxydable : la production en occident a augmenté de 5,8 % en 2002, à 19,1 Mt, à quoi s'ajoutent 600 000 t produites en Chine. En hausse de 47 % en 2002 et de 20 % depuis le début de l'année, le cours du nickel a atteint un plus haut en deux ans vers 8 620 \$/t le 10 février, poussé par la menace de grève du côté de Norilsk (qui s'est estompée), puis s'est replié légèrement. Certains analystes ont jugé cette performance excessive par rapport aux fondamentaux.

Mais les prévisions de consommation continuent d'être optimistes, à l'exemple du groupe Inco qui table sur une hausse de la consommation 2003 de 6,5 % alors que l'offre ne progresserait que de 3,1 %, soit une accentuation du déséquilibre du marché. Le dynamisme de la demande chinoise d'aciers inoxydables semble être un pilier de la consommation 2003 et après, tandis la tension sur l'offre devrait perdurer en 2004-2005 faute d'une entrée en activité des projets susceptibles d'assurer la croissance avant 2006 (Voisey's Bay, Goro), et faute de disposer de stocks conséquents (environ 22 000t pour le LME).

(*Financial Times* : 28/01/2003 ;
Les Echos : 22/01/2003, 12/02/2003 ;
Mining Journal : 31/01/2003,
07-14/02/2003)

En Australie, LionOre Mining s'attaque au gisement de nickel de Maggie Hays

Le gisement de nickel sulfuré de Maggie Hays a la particularité d'être situé à quelques km seulement du gisement en cours d'exploitation d'Emily Ann, dans la région du lac Johnston (Australie occidentale). La

production de nickel à Emily Ann étant de 5 400 t/an, LionOre a l'opportunité de doubler le tonnage en visant 10 000-12 000 t/an. L'investissement prévu est de 45 M\$ australiens, dont 17 pour récupérer les 67 % restants du projet entre les mains d'une filiale du groupe BHP-Billiton. Les réserves connues seraient de 475 000 t à 3,55 % Ni, localisées dans la partie basse du gisement qui doit être mise en production en 2004. Mais dès cette année des sondages sont prévus pour cerner un volume économique dans la partie haute et prenable plus rapidement. Les ressources totales du gisement sont estimées à 10,8 Mt à 1,5 % Ni (indiquées) et à 0,97 Mt à 1,1 % Ni (inférées).

Sont également prévues sur Emily Ann une augmentation de la production minière vers la mi-2003, de 250 000 à 300-350 000 t/an de minerai extrait et, en parallèle, une augmentation de la capacité de l'usine de traitement.

(*Mining Journal* : 31/01/2003)

Le projet nickel indonésien d'East Pomala en bonne voie

Les deux compagnies PT Antam et PT International Nickel Indonesia (ou PT Inco, filiale à 58,7 % d'Inco et à 20,1 % de Sumitomo Metal Mining) ont entériné l'accord passé l'an dernier pour exploiter en association les ressources de nickel mises en évidence par PT Inco dans le secteur d'East Pomala, au sud-est de Sulawesi. PT Inco compte investir 6 M\$ pour mettre le gisement en production au rythme de 2 Mt/an ; la production pourrait commencer fin 2004 ou début 2005. De son côté, PT Antam, qui produit du nickel dans la région depuis 25 ans, compte récupérer 1 Mt/an de minerai.

(*Mining Journal* : 07/02/2003)

MAGNÉSIUM

Noranda suspend son activité magnésium

Le groupe canadien Noranda, acteur majeur dans les métaux de base et d'alliage (Zn, Ni, Cu, Al) remet en cause sa diversification dans le magnésium, initiée dès 1997, sur un marché dont les perspectives parais-

saient brillantes. L'investissement de 800 M€ avait été assuré à hauteur de 20 % par la Société Générale de Financement du Québec, organisme régional de développement. D'emblée, le projet paraissait pourtant pertinent, avec la valorisation de résidus d'exploitation d'amiante contenant 24 % de magnésium et la mise au point d'un procédé original de traitement. Cependant, pour des raisons techniques, la production nominale de 58 000 t n'a jamais été atteinte avec, en 2002, un total de seulement 24 648 t. Face aux mauvaises conditions de marché marquées par une surcapacité mondiale et des prix de "dumping" des producteurs chinois, la société a décidé de suspendre son activité pour un an, se réservant la possibilité de vendre l'activité si les conditions de marché restaient durablement déprimées. Cette annonce inattendue a surpris les clients américains de Noranda qui devront trouver de nouvelles sources d'approvisionnement chez des producteurs comme Norsk Hydro, non sujets aux taxes anti-dumpings, voire auprès de producteurs de produits recyclés comme Xstrata ou MagReTech.

Après cette annonce, le manque de production après les fermetures d'usine chez les producteurs occidentaux s'élève à environ 190 000 t en quelques années et vient après celles, en 2002, de Porsgrunn en Norvège (Norsk hydro) et de Marnac en France. La prochaine victime pourrait être l'israélien Dead Sea Magnésium dont la capacité de production s'élève à 25 000 t.

Le magnésium à 99,8 % se négociait sur le marché libre européen à 1 880-1 980 \$US la tonne (matériel occidental), pour un prix Fob du magnésium en lingot chinois (99,95 %) de 1 350-1 370 \$US.

(Mining Journal : 31/01/2003 et 07/02/2003 ; Platt's Metals Week : 03/02/2003 et 10/02/2003)

Wenxi Yinguang Magnésium devrait presque doubler sa production en 2003

Le principal producteur chinois de magnésium, situé dans la province de Shanxi annonce des investissements lui permettant d'augmenter de 83 %

sa production en 2003. Il devrait ainsi être en mesure de produire 38 000 t de magnésium pur en lingots et 15 000 t d'alliage. Sa production en 2002 a été de 21 000 t de lingots et 7 900 t d'alliage, dont 80 à 90 % ont été exportés.

(Platt's Metals Week : 03/02/2003)

La fin longuement annoncée des taxes anti-dumping européennes : en février ?

Les taxes anti-dumpings européennes sur le magnésium pur en provenance de Chine devraient être levées en février, suite à la consultation de 40 jours initiée le 6 novembre. Les professionnels chinois anticipent une baisse des prix de 10 à 15 % qui pourrait être le coup d'envoi à la consolidation chez les producteurs chinois. Selon l'Association Chinoise des producteurs de magnésium, le prix plancher acceptable se situerait au voisinage de 1 150-1 200 \$US la tonne Fob, montant correspondant aux coûts de production.

(Metal Bulletin : 06/02/2003 ; Platt's Metals Week : 10/02/2003)

VANADIUM

En Australie, le gisement géant de Windimurra a fermé ...

La production sur le gisement australien géant de Windimurra a commencé en fin d'année 2000 seulement, et pourtant l'opérateur Xstrata (100 %) vient d'arrêter les productions de minerai et de pentoxyde de vanadium. S'il est *a priori* question d'une option temporaire, en attendant que les cours se redressent, l'option définitive n'est pas écartée car les autorités australiennes auraient acceptées la recevabilité de cette option radicale. Actuellement, le pentoxyde se négocie vers 1,8-2,0 \$/livre et le ferro-vanadium vers 10,0-10,5 \$/kg, mais cela n'était pas suffisant pour la compagnie qui continuait d'assumer des pertes malgré une baisse de 56 % des coûts depuis le lancement. La consommation globale de pentoxyde de vanadium par les aciéristes est de l'ordre de 68 000 t/an et elle a été stable l'an dernier. Windimurra, depuis son démarrage, passe aux yeux des spécialistes pour le principal contri-

buteur de l'excédent de l'offre. Cependant, le marché n'a pas réagi à la rumeur de fermeture, car il continue d'être hanté par la production de Windimurra sous la forme des stocks accumulés, sur le devenir desquels la décision d'Xstrata n'est pas connue.

Situé dans la région occidentale, ce supergisement, potentiellement n° 1 mondial, est entré en activité avec une capacité de production de 7 800 t/an de pentoxyde (en théorie 11,5 % de la demande des aciéristes) surtout destinée au marché japonais. Rapidement, la production a été bridée à 3 600-4 500 t/an (6 % de la demande). Ses réserves prouvées lui conféraient une durée de vie de 21 ans, et ses ressources globales de 100 ans !

(Metal Bulletin : 13-17/02/2003 ; Mining Journal : 14/02/2003)

... Mais au Kazakhstan le gisement de Balasausqandiq va démarrer

La compagnie kazakh Balasausqandiq cherche 3 M\$ de financement pour démarrer la production du gisement de vanadium de Balasausqandiq, situé dans la région centre-sud. Avec des réserves annoncées de 2 Mt et des ressources de 12 Mt, Balasausqandiq s'est donné pour objectif d'atteindre d'ici trois ans une capacité d'environ 1 Mt/an de minerai, transformable en 6 000 t/an de pentoxyde puis en 4 500 t/an de ferro-vanadium. Consciente de la crise actuelle du marché, la direction de la compagnie dit tabler sur des coûts de production particulièrement bas : de 18 cents/livre pour le pentoxyde, de 3,0 \$/kg pour le ferro-vanadium et de 3,2 \$/kg pour l'alumino-vanadium.

(Metal Bulletin : 10/02/2003)

3. MÉTAUX SPECIAUX

MERCURE

Marché en voie de tarissement mais tension sur les prix

Une décision de principe sur les restrictions d'utilisation du mercure par l'industrie métallurgique a été obtenue par l'UE. Les industriels utilisant des

procédés alcalins à base de mercure devraient, à un horizon qui reste à définir, convertir leurs installations vers d'autres procédés. De son côté, l'Organisation des Nations Unies a dressé un rapport alarmant sur les principales sources d'émissions de rejets. Les industries métallurgiques sont ainsi dépassées par les centrales électriques au charbon qui concourent pour 2 000 t d'émissions annuelles. Cependant, les plus grands dommages seraient engendrés par l'orpaillage artisanal dont on estimerait les émissions à 300 t annuellement. Alors que les restrictions sur l'utilisation du mercure se précisent, les prix continuent à progresser en raison de l'étrécissement de l'offre. Ils se négociaient à 165-185 dollars la potiche⁽¹⁾ (flask) de mercure à 99,99 %.

(Platt's Metals Week : 10/02/2003)

SILICIUM

Tensions sur l'offre et raffermisssement des prix du ferro-silicium aux USA

Après les suspensions d'activité chez deux producteurs américains : Elkem, avec 15 à 16 000 t en Virginie et Aimcor dans les installations du Tennessee, le marché du ferro-silicium aux USA subit une tension passagère sur les approvisionnements, aggravée par la crise Vénézuelienne. Cette tension devrait cependant être rapidement résorbée par l'afflux de matériel russe, chinois ou ukrainien qui peuvent librement entrer aux USA depuis la levée en 1999 des taxes anti-dumping. Le prix du ferro-silicium à 75 % s'établissait en légère hausse à 40-41 \$US l a livre contre 38-40,25 la semaine précédente.

(Platt's Metals week : 20-27/01/2003)

TITANE

Mine du titane : surcapacités aggravées par l'afflux de nouveaux projets

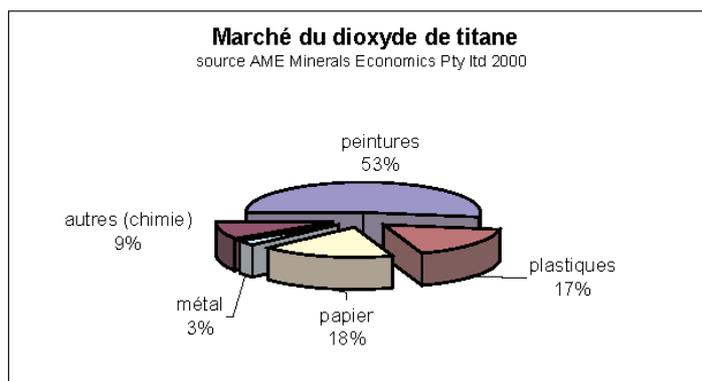
La mine du titane destine sa production à un marché final du dioxyde

de titane évalué à environ 3,908 Mt et représenté à près de 90 % par le marché du « blanc de titane », pigment utilisé dans les industries de la peinture, des plastiques et du papier. La part de la métallurgie reste en dessous des 5 % pour des tonnages inférieurs à 120 000 t.

Les perspectives de croissance anticipées en 2001 dans tous les secteurs d'utilisation ont dynamisé l'exploration et le développement de nouvelles capacités de production. L'Australie, qui, à elle seule représente 46 % des approvisionnements

pouvaient être évaluées en 2002 à 86 000 t et la situation devrait s'aggraver avec la mise en route de nouveaux projets (cf. Ecomine des mois précédents) au Kenya, Mozambique mais surtout en Australie dans le district de Murray Basin. La résorption de ces surcapacités n'est pas attendue avant 2006 et donne déjà lieu à une consolidation des acteurs (cf. Ecomine de janvier), en particulier en Australie.

Le dioxyde de titane est obtenu à partir de minéraux bruts ou transformés selon deux process qui nécessitent la mise en œuvre de concentrés d'ilménite < 60 % de TiO₂ (voie sulfurique) ou de rutil, ilménite et laitiers riches en TiO₂ (voie au chlore). La voie au chlore, plus récente a été développée par Du Pont de Nemours à partir de 1960 et constitue la majeure partie des capacités de



mondiaux d'ilménite sur un total de 4,77 Mt et 57 % de ceux de rutil évalués à 417 000 t a joué un rôle majeur dans ce domaine. comme Iluka Resources et Rio Tinto associé à BHP Billiton à travers leur filiale Richards Bay Minerals.

Selon une étude de marché réalisée par TZ Minerals International Pty Ltd les surcapacités de production

production aux USA et en Europe, elle est plus respectueuse de l'environnement en limitant les rejets et la consommation d'acide. Le tableau 2 présente les capacités de production des produits intermédiaires et leur destination.

(Industrial Minerals : février 2003 ; Industrial Minerals Handy Book - 2002)

Produits intermédiaires : capacités de production en kt et finalités		
éponge de titane	117	métal et alliages
dioxyde procédé sulfurique	1 600	pigment, chimie
dioxyde procédé au chlore	1 900	pigment, chimie et éponge de titane
rutil synthétique	630	dioxyde (chlore), chimie
rutil naturel	560	dioxyde (chlore), chimie
ilménite	2 700	dioxyde (sulfurique) ou abrasif
Laitiers titanifères (issus d'ilménite)	2 070	dioxyde (chlore ou sulfurique)

Tabl. 2 - Capacités de production des produits intermédiaires et leur destination.

(1) La potiche correspond à un poids de 34,47 kg.

Métallurgie du titane : l'austérité est de mise en attendant la reprise

Souffrant déjà de surcapacités estimées en 2001, par une étude australienne, à près de 25 % du marché⁽²⁾, la métallurgie du titane (éponge de titane, production de métal et d'alliage) a été lourdement affectée par les difficultés du secteur aéronautique, dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001. L'américain Titanium Fabrication Corp a ainsi vu son CA baisser de 40 %, le fabricant d'éponge japonais Sumitomo Titanium a vu ses exportations, essentiellement vers les USA passer de 10 779 t en 2001 à seulement 5 851 t en 2002. En réponse à la crise qui perdure, les industriels recherchent des relais de diversification, ce sont : l'aéronautique militaire, l'armement, mais aussi les équipements industriels, y compris les industries para-pétrolières, voire les marchés grands publics (clubs de golf). La crise a également conduit à une redistribution des cartes parmi les exportateurs d'éponge, le matériel kazakh devançant dorénavant les produits japonais et reléguant les produits russes à la troisième place sur le marché américain. De tous, Sumitomo semble avoir le mieux affronté la crise grâce à la bonne performance de son marché domestique dont la consommation d'éponge de titane a progressé de 2 473 t avec un total de 16 801 t en 2002. Les conflits armés en perspective pourraient cependant relancer la machine, quand on sait que chaque missile américain représente près de 900 kg de titane et autant d'aluminium. Les prix moyens de l'éponge de titane japonaise se négociaient à 9,28 \$/kg, tandis que le matériel Kazakh se traitait à 6,86 \$/kg.

*(American Metal Market :
03/02/2003 ;
Metal Bulletin : 06/02/2003)*

Tension sur les prix des déchets et tournures de titane

La dramatique baisse d'activité dans la filière du titane métal a eu comme répercussion une raréfaction des

déchets de titane dans un contexte de demande soutenue des fabricants de ferro-titane mais aussi de titane primaire. Des tournures brutes de métal à moins de 0,5 % d'étain se négociaient à 1,15-1,20 dollars US la livre.

*(American Metal Market :
03/02/2003)*

URANIUM

L'Iran confirme le développement d'une filière nucléaire... à usage civil

Le président iranien a officiellement annoncé le développement d'une filière nucléaire civile pour assurer la production d'électricité, ceci afin de « ménager les ressources pétrolières du pays ». Une centrale nucléaire d'une capacité de 1 000 Mw est actuellement en cours de construction par les Russes sur les côtes du golfe persique, pour un investissement évalué à 800 M\$ US. Dans la mesure où les autorités iraniennes annoncent vouloir maîtriser la totalité du cycle du combustible, des inquiétudes se font dans le monde occidental quant à une utilisation éventuelle dans le domaine militaire des produits issus du recyclage. Une autre interrogation concerne l'origine des technologies et du matériel éventuellement mis en œuvre. Pour l'heure, dans le cadre des accords signés avec les autorités russes, ceux-ci affirment assurer le contrôle des produits recyclés et de son côté, l'IAEA continue de mener ses contrôles dans le cadre des accords internationaux que l'Iran s'engage toujours à respecter.

La ressource serait issue de gisements situés dans le précambrien supérieur du centre de l'Iran. Le gisement de Saghand contiendrait des réserves de 1 367 t de métal. Sur le marché spot américain l'oxyde U3O8 se négociait à 10,20 \$US la livre.

(Mining Journal : 14/02/2003)

Cameco : bénéfiques en baisse, consolidation de la diversification

Le groupe canadien Cameco annonce pour le dernier trimestre 2002 une baisse de 21 % de son bénéfice à 22 M\$ canadiens, pour un résultat brut d'exploitation de 65 M.

Ce dernier est assuré à 90 % par les activités uranium, la plus grosse part provenant de l'extraction (37 M) mais avec un doublement de l'activité combustible nucléaire à 22 M. Le groupe poursuit d'autre part la consolidation de sa diversification dans l'or en Asie centrale avec la prise de contrôle totale de Kumtor Gold au Kirghyzstan mais surtout dans la production d'énergie électrique avec la montée à 79,8 % dans le producteur d'électricité Bruce Power.

(Mining Journal : 14/02/2003)

4. DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Bonne surprise sur les ventes de diamants bruts 2002 et pour De Beers

Contrairement à toutes les craintes exprimées l'an dernier, l'année 2002 s'est révélée une exceptionnelle bonne année pour l'industrie du diamant en général (ventes en gros et au détail) et pour De Beers en particulier (60 % de la production mondiale de pierres brutes) selon son président, Nick Oppenheimer. Le bras commercial du groupe (Diamond Trading Co) a vendu pour 5,15 milliards de \$ de pierres brutes, soit une hausse de 16 % sur le résultat 2001. Malgré le pic des ventes de la période Thanksgiving – Noël aux États-Unis (pays absorbant 50 % de la demande), les ventes mondiales au 2^e semestre n'ont représenté que 45 % du total, traduisant un glissement en cours d'année souligné par la dégradation de l'indice de confiance des consommateurs. Géographiquement, les États-Unis, le Moyen Orient, l'Inde et la Chine ont été les piliers de cette performance, de même que le Royaume-Uni qui a été une exception dans un marché européen qualifié de plat. Ce résultat est aussi techniquement expliqué par la baisse des prix consentie par le groupe dès le début 2002 et par la clarification opérée sur le système de ventes, à la satisfaction, notamment, de la Commission européenne de la concurrence. En outre, un milliard de \$ sur le produit des ven-

(2) Titanium Metal, a market analysis, department of Industry, Science and Resources CSIRO

tes serait dû au déstockage, accentuant l'effet générateur de cash dont l'utilisation prioritaire sera la diminution de la dette engendrée par l'abandon de la cotation boursière et de la part d'actionnariat public.

Côté production chez De Beers, les plus importantes opérations ont eu des résultats contrastés. Debswana (JV à 50:50 avec le gouvernement du Botswana) a produit 28,4 Mct (+ 7 %), Namdeb (JV à 50:50 avec le gouvernement de la Namibie) a produit 1,3 Mct (- 8 %) et sa filiale 100 % De Beers Consolidated Mines 10,4 Mct (- 3 %). Il est vrai que dans ces deux derniers cas à croissance négative, sont invoqués un répit du développement pour mieux préparer le futur, et une anticipation (erronée) de l'affaiblissement de la demande. De pair avec une baisse de 3 % des dépenses d'exploration par rapport à 2001, à 126 M\$.

(Africa Mining Intelligence : 12/02/2003 ;

Financial Times : 07/02/2003 ;

La Tribune : 07/02/2003 ;

Mining Journal : 31/01/2003, 07/02/2003)

Disparition du producteur Namco ...

En grande difficulté financière (dettes supérieures à 60 M\$) et forcé de suspendre ses opérations il y a deux mois, Namco (Namibian Minerals Corp) ne semble plus pouvoir attendre un nouveau sauveur après l'échec de la tentative effectuée par l'homme d'affaires Lev Leviev. La liquidation judiciaire a commencé par grignotage, les actifs de Namco étant éclatés en de nombreuses filiales (permis d'exploitation, moyens lourds et autres capacités opérationnelles ...) : ont été mises en liquidation des filiales comme Namco Namibia et Island Diamonds, détentrices de concessions proposées à la revente. Parmi les opérateurs en course, Namdeb (De Beers) aurait suffisamment à faire avec ses propres concessions, mais Diamond Field International et Afri-Can Marine seraient intéressés.

(Africa Mining Intelligence : 29/01/2003, 12/02/2003 ;

Mining Journal : 14/02/2003)

Vers un éclatement des ventes de diamants en Angola

Toujours en train de négocier son retour en Angola, De Beers devrait écouler sa future production locale et s'en tenir là, donc sans passer par le monopole de l'Ascorp (Angola Selling Corp, contrôlée par Lev Leviev), mais sans y empiéter selon ses déclarations. De son côté, le groupe russe Alrosa (32,8 % de la JV Catoca Mining Company et 20 % de la JV qui opérera Luo) s'oriente vers la même solution après l'annonce par communiqué de sa volonté de vendre directement à partir de ses bureaux étrangers, en commençant par l'Angola.

(Africa Mining Intelligence : 12/02/2003 ;

Mining Journal : 07/02/2003)

Exportations de diamants du Congo-Kinshasa en hausse

Les exportations 2002 de diamants en provenance du Congo-Kinshasa ont atteint 21,97 Mct, représentant une valeur de 396 M\$. La progression 2001-2002, qui est de 20,7 % en volume et de 44,4 % en valeur, est essentiellement due au relèvement des chiffres de la production artisanale via les comptoirs agréés Primogem, Idi Congo, Ashley, Tofen Congo, Millenium et Kasai wa Balengele, nouveau venu. La hausse de la production artisanale est évaluée à 36,6 % en volume et à 58,0 % en valeur.

(Africa Mining Intelligence : 29/01/2003)

Kimberley Diamonds toujours aussi satisfait du gisement d'Ellendale

Kimberley Diamond, dont le gisement de diamants d'Ellendale, situé dans la région australienne occidentale de Kimberley (140 km à l'est de la ville de Derby), a été inauguré en septembre dernier, continue de fanfaronner sur ses résultats de production (cf. Ecomine de sept et de déc. 2002). Commencée sur le pipe n° 4, l'exploitation a été rapidement étendue au pipe n° 9 et au « satellite » du n° 4. Kimberley Diamonds fait aujourd'hui

état de ressources totales s'élevant à 49,58 Mt à 0,07 ct/t environ, soit 3,45 Mct représentant une valeur globale in situ de 566 M\$ australiens. Mais surtout, la qualité des gemmes dans la phase 1 d'exploitation s'affirme être 50 % supérieure à celle prise en compte dans l'étude de faisabilité. La première vente 2003 de pierres provenant du pipe n° 9 s'est faite au prix moyen de 215 \$/ct. Pour comparaison, sont cités les exemples des mines d'Ekati au Canada (173 \$/ct) et de Letlhakane au Botswana (200 \$/ct).

(Mining Journal : 14/02/2003)

Premières certifications de diamants bruts

Trois pays africains, l'Afrique du sud, la Namibie et le Botswana, ont présenté en janvier dans les bureaux du Diamond Trading Co (bras commercial de la De Beers) de Londres les premières livraisons de diamants bruts accompagnées des certifications suivant le processus de Kimberley.

(Mining Journal : 21/2003)

OR

Au bilan, les ventes officielles compensent le déficit offre/demande ...

L'or a « pris » 24 % en 2002, finissant l'année à 349,3 \$/once, grâce à un spectaculaire redressement qui s'est accentué en décembre avec une brusque intensification de la demande. Ce rally, poursuivi début 2003, l'a propulsé au delà de la barre des 320 \$/once, jusqu'à atteindre près de 390 \$/once le 4 février. Puis, la fièvre est retombée et son cours est revenu à 352,8 \$/once le 13 février. Mais pour beaucoup d'analystes, il ne s'agirait là que d'un répit, la barre des 400 \$/once semblant accessible. Pour expliquer la hausse, plusieurs arguments ont été évoqués, dont son rôle fondamental de valeur refuge et sans oublier le déficit du rapport offre/demande.

Son rôle de valeur refuge a été sollicité à propos des crises tant économiques (ralentissement de l'économie mondiale, notamment aux États-Unis, marasme japonais, dégradation en

Amérique du sud) que politiques (conflits et tensions tels Israël-Palestine, Inde-Pakistan, USA-Iraq et son corollaire, la flambée du prix du pétrole, Corée du nord, instabilité africaine). Les autres leviers sont l'affaiblissement du dollar qui règle les transactions or (- 10 % par rapport au yen et - 20 % par rapport à l'euro), l'activité des fonds de pension qui se sont détournés des marchés d'actions pour s'intéresser aux matières premières dont l'or, le recul des ventes par couverture (hedging) au profit des ventes au comptant. Indirectement, il y a encore la faiblesse des taux d'intérêts.

En 2002, la production minière a baissé de 2 % (la 1^{re} fois depuis 1995), à 2 543 t, alors que la demande globale a été chiffrée à 3 700 t (- 10 %). Pour expliquer l'insuffisance de la production primaire, qui devrait perdurer jusqu'en 2007, est évoqué le gel de la prospection dû à la faiblesse du cours jusqu'en 1999. La demande est constituée à 73 % d'or bijouterie, soit 2 704 t ; cet usage principal a enregistré une baisse de 12 %, surtout en raison de la baisse de la demande indienne, consommateur n° 1 mondial, qui a tout de même représenté plus de 500 t. Le déficit est comblé par le recyclage (600-700 t) et par les ventes officielles : les banques centrales ont déstocké 549t en 2002 (+ 4 %). Rappelons que les pays signataires de l'accord de Washington se sont engagés à vendre un maximum de 400 t/an entre 1999 et 2004 (2 000t au total). Ces ventes officielles apparaissent tout à la fois nécessaires pour combler le déficit actuel et superflues s'agissant de leur effet de frein sur le cours.

Parmi les producteurs, qui sont les gagnants et qui sont les perdants à la cotation boursière 2002 ? Chez les poids lourds, c'est l'engagement ferme sur une politique de recul des ventes de couverture (souvent de - 50 %) au profit du comptant qui a fait la différence : Newmont a pris 13 %, Anglo Gold 35 % (73 % cité ailleurs), Gold Fields 166 %, Harmony Gold 131 % tandis que Barricks Gold a perdu 17 %. Chez les producteurs moyens sud-africains, malgré la hausse du rand, les capitalisations boursières des compagnies telles Durban Roodeport Deep et ARM Gold témoignent de leur réussite après la

récupération des actifs délaissés par les grandes compagnies qui ont délocalisé. Enfin, chez les producteurs juniors, leur valeur se négociant avec une forte décote par rapport au cours de l'or, les analystes y voient une opportunité de rentrée tardive pour profiter de la hausse du métal et/ou une incitation à des OPA. Sont citées Apollo Gold, Eldorado, Rio Narcea, Miramar Mining, Kinross Gold.

(Financial Times : 23-24/01/2003, 05-06/02/2003 ;

La Tribune : 20-23-28/01/2003, 07-10-11-14/02/2003 ;

Le Figaro : 06/02/2003 ;

Les Echos : 20/01/2003, 05-13/02/2003 ;

Mining Journal : 07/02/2003)

Révision des ressources aurifères à Lihir (Papouasie – Nlle Guinée)

La compagnie Lihir Gold a entrepris une révision totale des ressources et réserves du gisement papouasien s'appuyant sur une recombinaison de sa partie économique (hypothèse d'un cours de l'or à 305 \$/once contre 300 précédemment, et inclusion des nouvelles extensions et d'occurrences satellites) testée à l'aide d'un programme substantiel de sondages. Dans le tableau 3, les réserves s'établissent à 143 Mt à 3,63 g/t tandis que

les ressources passent à 404 Mt à 3,17 g/t, contre 354 Mt à 3,04 g/t en décembre 2001.

Si le cours du métal à prendre en compte descend à 285 \$/once, les réserves sont amputées de 15 %, et si le cours monte à 325 \$/once, les réserves augmentent de 6 %.

(Mining Journal : 31/01/2003)

Première évaluation des ressources aurifères de Bouroum (Burkina Faso)

Suite à l'annonce faite en décembre 2002 de quelques belles intersections minéralisées sur le prospect aurifère de Bouroum (65 % Axmin, compagnie canadienne), un premier bilan des ressources a été réalisé, tableau suivant, alors qu'une étude de préféabilité est en cours. Soit environ 11 t en ressources mesurées et indiquées (cut off de 1 g/t) et un total des ressources supérieur à 14t pour ce gisement à minéralisation de faible profondeur (tabl. 4).

Des tests minéralurgiques ont laissé entrevoir une récupération à 90 % tant pour le minerai oxydé que pour le minerai sulfuré. La proximité d'un autre gisement, Taparko (High River Gold Mines), devrait inciter les deux compagnies à s'associer.

(Mining Journal : 14/02/2003)

Gisement de Lihir	tonnage minerai Mt	teneur or g/t	tonnes d'or
(1) réserves prouvées	6,0	4,01	24,1
(2) réserves probables	111,2	3,79	421,4
total réserves en terre (1) + (2)	117,2	3,80	445,5
(3) minerais extraits stockés	25,8	2,86	73,8
total réserves (1) + (2) + (3)	143,0	3,63	519,3
(1) ressources mesurées	31,9	3,08	98,3
(2) ressources indiquées	179,4	3,66	656,6
(3) ressources inférées	192,8	2,72	524,4
total ressources (1) + (2) + (3)	404,1	3,17	1279,3

Tabl. 3 - Réserves et ressources aurifères du gisement de Lihir calculées en janvier 2003.

Gisement de Bouroum	tonnage minerai Mt	teneur or g/t	tonnes d'or
(1) ressources mesurées + indiquées	3,9	2,80	10,9
(2) ressources inférées	1,6	2,20	3,5
total ressources (1) + (2)	5,5	2,63	14,4

Tabl. 4 - Première estimation des ressources aurifères du gisement de Bouroum.

PALLADIUM – PLATINE et autres PGM

Envolée du cours du platine sur fond de déséquilibre persistant du marché

Dans la conjoncture actuelle, il n'y aurait pas de quoi s'étonner que le cours du platine grimpe dans le sillage de l'or, bien que le platine soit, avant tout, un métal industriel. La situation de déséquilibre du marché, l'évocation de la demande croissante chinoise (là aussi !), de grèves chez le groupe russe Norilsk et de problèmes techniques chez le producteur sud-africain Lonmin, ont déjà servi de leviers au cours du métal. Mais en plus, la déclaration d'intention du président américain d'allouer 1,2 milliard de \$ au développement de la pile à hydrogène (utilisant du platine, environ 10g par véhicule ainsi équipé) semble avoir mis le feu aux poudres, avec pour effet de faire s'envoler le cours qui a frôlé la barre des 700 \$/oz : le cours a atteint 698 \$/oz le 3 février, soit un plus haut sur 22 ans !

D'après Johnson Matthey, l'offre a plafonné à 5,88 Moz en 2002 (+ 0,5 %), tandis que la demande a enregistré une hausse de 2,9 %, à 6,37 Moz, dont 2,78 Moz pour la bijouterie (+ 9,0 %) et environ 2,5 Moz pour les pots catalytiques. Côté demande 2003, JM table sur une très forte hausse, à 7,3 Moz (+ 14,6 %), soutenue par l'usage « salvateur » industriel du métal (pots catalytiques, piles, etc...) et par la croissance à deux chiffres des achats chinois (1,5 Moz en 2002). Côté offre 2003, JM anticipe un nouveau déséquilibre, toutefois ramené à 0,3 Moz ; principale raison, le gel des projets sud-africains par les grandes compagnies qui attendent une stabilisation du panorama minier suite à la refonte de la législation, notamment pour ce qui concerne l'implication du black empowerment.

(Financial Times : 31/01/2003 ;
La Tribune : 27/01/2003 ;
Le Figaro : 08/02/2003 ;
Les Echos : 04/02/2003 ;
L'Usine Nouvelle : 13/02/2003 ;
Mining Journal : 07/02/2003)

Décuplement des réserves à Ngezi (Zimbabwe)

La compagnie Zimbabwe Platinum Mines (Zimplats, dont Impala Platinum détient 30 %) vient de révéler une spectaculaire révision des réserves de PGM et d'or du gisement de Ngezi grâce, notamment, à la confirmation de la possibilité d'exploitation par chambres et piliers. Une partie des ressources ayant pu être transformée en réserves, celles-ci, prouvées et probables confondues (cf. tabl. 5) passent à plus de 1 000 t de métaux précieux contenus, soit environ 35 Moz (le chiffre de 31 Moz avait été avancé il y a peu). L'étude de faisabilité en cours devrait être terminée en fin d'année. La capacité d'opération étant fixée à 200 000 oz/an (PGM + Au), il est d'ores et déjà envisagé son doublement dès la fin 2005.

(Metal Bulletin : 13/02/2003 ;
Mining Journal : 31/01/2003)

Gisement de Ngezi	tonnage minéral Mt	teneur Pt g/t	tonnes Pt	teneur Pd g/t	tonnes Pd	teneur Rh g/t	tonnes Rh	teneur Au g/t	tonnes Au
(1) réserves prouvées+probables	325,6	1,65	537,2	1,35	439,6	0,14	45,6	0,22	71,6
(2) cumulé métal PGM	325,6	Pt + Pd + Rh = 1 022t ou 32,9 M onces							
(3) cumulé métal PGM + Au	325,6	Pt + Pd + Rh + Au = 1 094t ou 35,2 M onces							

Tabl. 5 - Nouvelle évaluation des réserves prouvées et probables de PGM et d'or du gisement zimbabwéen de Ngezi.

5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Pigments blancs : Kemira parie sur le sulfate de calcium

Le chimiste finlandais Kemira Chemicals Oy annonce augmenter de 25 % la capacité de son usine de production de sulfate de calcium, pour la porter à 100 000 t. L'originalité de cette usine est la valorisation d'une matière première secondaire : le sulfate de calcium issu du traitement d'apatite destiné à la production d'acide phosphorique (industrie des engrais). Outre l'unité finlandaise, le groupe dispose d'une autre unité de production d'une capacité de 100 000 t en Espagne, mais qui utilise du gypse naturel. Le produit obtenu

après broyage et traitement est destiné au marché des charges papetières où il viendra concurrencer le kaolin et le carbonate de calcium sous ses deux formes, micronisé (GCC) ou précipité (PCC).

(Industrial Minerals : février 2003)

Lafarge toiture : développements en Thaïlande

Lafarge, leader mondial des matériaux de construction annonce la création d'une seconde joint venture avec Siam Cement en Thaïlande ; après le plâtre, il s'agit cette fois de couverture terre cuite. La nouvelle société créée disposera d'un capital de 4,10 M\$ US et sera détenue à hauteur de 75 % par Lafarge Couverture et de 25 % par le groupe thaïlandais. Sa capacité de production annuelle sera de 1 M de m².

(L'industrie Céramique et Verrière : février 2003)

Imerys : objectif Thaïlande dans les céramiques techniques

Le groupe français Imerys annonce le rachat de l'activité « matériel d'enfournement » de Siam Refractory Industry Company Ltd (SRIC).

(L'industrie Céramique et Verrière : février 2003)

Granulats : un observatoire des matériaux en Aquitaine pour gérer la pénurie

Confrontée à un déficit d'approvisionnement en granulats évalué à 1,1 Mt⁽³⁾ la région Aquitaine doit recourir aux ressources des régions voisines, avec comme corollaire des nuisances

(3) Pour des besoins évalués à 25,6 Mt, la production régionale n'est que de 24,85 M.

liées au transport et un renchérissement des matériaux. Face à ce constat, le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional ont créé conjointement avec les représentations professionnelles (Fédération Française du bâtiment, des Travaux Publics, Unicem) un observatoire régional des matériaux de construction. La vocation de cette structure sera de prévoir les besoins, d'aménager les flux, de favoriser l'utilisation des matériaux de substitution, mais aussi de rechercher des ressources alternatives dans le domaine marin, compte tenu des restrictions d'accès aux ressources traditionnelles marquées notamment par l'arrêt de l'extraction dans l'estuaire de la Gironde notamment.

(Le Moniteur : 27/09/2002)

Terres cuites : diversification et croissance externe pour Wienerberger

La société autrichienne Wienerberger leader mondial dans le secteur de la brique poursuit son rapprochement avec le belge Koramic en prenant le contrôle de sa branche toiture. En 1996 Wienerberger avait déjà repris Terca la branche brique de Koramic permettant à la société belge de s'inviter au capital de Wienerberger en association avec Bank Austria. Koramic Roofing dispose de cinq sites dans l'Est de la France (Bas Rhin, Moselle, Doubs et Haute-Saône). La prise de participation de 50 % du capital de Koramic Roofing représente une transaction de 211,5 M€ et fait du groupe Wienerberger le n° 2 européen de la couverture terre cuite derrière Imerys. Parallèlement à cet investissement, Wienerberger s'est renforcé dans la brique en Hollande par le rachat pour 7,5 M€ de Brada Baksteen.

(L'Industrie Céramique et Verrière n° 984 : février 2003 ; Communiqués Presse Wienerberger et Koramic)

6. EAUX MINÉRALES

Coca Cola accentue son offensive en Europe...

Le géant américain Coca-cola, fort de sa position de n° 3 aux États-Unis,

confortée en 2002 par la prise de contrôle de la gestion des marques du groupe Danone, souhaite pousser ses feux sur le vieux continent. Il vise ainsi une position de leader, à un horizon de trois ans, en Allemagne, Espagne et Royaume Uni. Pour parvenir à cet objectif, le groupe souhaite y implanter ses marques nord-américaines phares Dasani mais aussi Bonaqua, tout en restant à l'affût des opportunités de croissance externe. La tâche sera cependant difficile car les européens Danone et Nestlé réalisent l'essentiel de leurs ventes dans la zone avec respectivement 13 et 15,5 % du marché en valeur. Coca Cola devra également s'adapter aux spécificités d'un marché où les eaux naturelles sont dominantes par rapport aux eaux purifiées et où la distribution ne s'effectue pas de façon directe mais par groupage.

(La Tribune : 13/02/2003)

...tandis que Nestlé poursuit sa percée en Russie et se renforce en Europe

Nestlé Waters conforte sa position de leader mondial sur le segment des eaux en bonbonne. Celui-ci a représenté 16 % de son CA dans l'eau embouteillée, estimé en 2001 à 5 milliards. La société annonce en effet coup sur coup deux rachats, celui du leader européen, le britannique Powwow, pour un montant de 560 M€, soit 4,7 fois le chiffre d'affaires estimé, en 2002, à 120 M€ et du groupe russe Clear Water dont les ventes devraient s'élever en 2002 à plus de 15 M€.

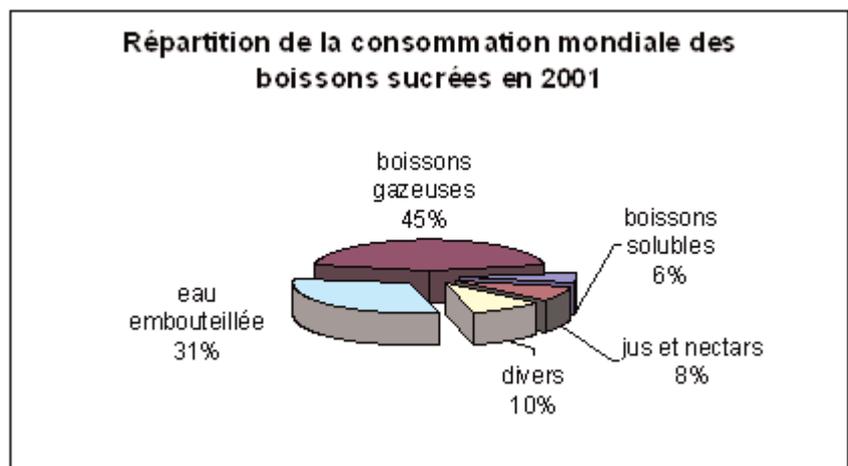
(Les Echos : 04-19/02/2003 ; La Tribune : 04/02/2003)

Marché de l'eau en bouteille : une croissance qui explique les appétits

Le bureau d'étude anglais Zenith International a récemment publié un bilan du marché mondial des boissons évalué en 2001 à près de 1 270 milliards de litres. Si le thé reste la première boisson avec une consommation estimée à 54 litres par personne et par an, le secteur de l'eau en bouteille est celui qui a le plus fortement contribué à la croissance des volumes avec une progression de 35 % entre 1996 et 2001. Ainsi, sur le marché des "soft drinks"⁽⁴⁾ évalué à 412 milliards de litres, l'eau embouteillée avec 128 milliards de litres représente 31 % des volumes. Avec une croissance annuelle voisine de 7 % quand le taux de progression ne dépassait pas 4 % pour les boissons gazeuses et 3 % pour les jus de fruits et les nectars, on comprend que le secteur constitue un axe de développement privilégié pour les majors des boissons, Coca-Cola et Pepsi Co en tête. Les analystes anticipent une progression de la croissance jusqu'en 2006 grâce notamment aux marchés « émergents ».

(Liquidés et Conditionnements n° 304 : janvier-février 2003 ; La Tribune : 13/02/2003)

(4) Boissons sucrées y compris l'eau.



7. RECYCLAGE

Ferrailles : marché difficile, cours en hausse

Alors que les marchés européens se sont tous soldés par des hausses importantes au mois de janvier, les tensions restent vives sur le marché international où, selon Metal Bulletin, en certains points particulièrement sensibles du marché mondial, les prix progressent d'un dollar par jour. Particulièrement concernés, la Turquie, un des premiers importateurs de la planète qui pourrait bientôt être dépassée par la Chine en tête de classement. Le prix fob départ Rotterdam de la ferraille broyée pourrait atteindre 150 \$/t selon les opérateurs.

(Recyclage Récupération Magazine n° 2 et n° 3 : 17-24/01/2003 ; American Metal Market : 27/01/2003)

Déchets électriques et électroniques : petits mais nombreux

Les déchets électriques et électroniques sont la catégorie de déchets qui connaît la croissance la plus rapide. Leur volume s'élève en Europe à 6 Mt/an et, selon les estimations, devrait doubler au cours des dix prochaines années. Depuis l'adoption par le parlement européen des termes des directives sur les DEEE⁽⁵⁾ (cf. Ecomine novembre 2002), l'accomplissement de taux de recyclage compris entre 50 et 75 % d'ici la fin de l'année 2006 devrait sensiblement réduire les volumes de déchets envoyés en décharge et à l'incinération. En terme de fonctionnement de

la filière, la recyclabilité des produits devrait d'autant mieux être prise en compte par les producteurs qu'ils sont contraints d'en assumer le coût. Dans le seul secteur des télé-phones portables, l'explosion de la demande et le fort taux de renouvellement lié aux évolutions technologiques est impressionnant : en 2002, les ventes mondiales auraient été de 415 M d'unités contre 405 en 2000. Avec un contenu en cuivre moyen de 800 g par équipement⁽⁶⁾ cette utilisation a représenté en 2000, 2,5 % de la consommation mondiale du métal rouge.

(Recyclage Récupération Magazine n° 2 : 17/01/2003)

France : coup d'envoi à la mise en conformité des usines d'incinération

Le 18 juin 2002, la cour de justice des Communautés Européennes a condamné la France pour non respect des directives des 8 et 21 juin 1989 sur la prévention et la réduction de la pollution atmosphérique par les installations d'incinération. À la mi-juin 2002, 27 usines sur environ 150 étaient en infraction, ce qui a suscité, de la part du MEDD, la circulaire du 27 juin à destination des préfets. En cas de mise en demeure, les préfets doivent faire suivre cette mesure par des sanctions administratives dans un délai de quelques mois. L'arsenal réglementaire européen a, de plus, été complété par la directive du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets qui propose une approche intégrée des rejets. Cette directive a été transposée par deux arrêtés publiés au journal officiel le 1^{er} décembre 2002. D'application

immédiate pour les nouveaux incinérateurs, la directive s'appliquera le 28 décembre 2005 aux unités existantes.

(Le Moniteur : 20/09/2002 et 03/01/2003)

Emballages jetables de boissons : consigne obligatoire en Allemagne

C'est désormais officiel, la consigne obligatoire sur les emballages jetables de boissons est entrée en vigueur sur l'ensemble du territoire allemand au 1^{er} janvier. Longtemps différée, la mesure devrait mettre plusieurs mois à se mettre en place, la grande distribution étant incapable de s'accorder sur un système de récupération national. Les emballages concernés sont les emballages jetables pour bières, eaux minérales et boissons gazeuses en verres, plastiques, aluminium, fer étamé. Les cartons de type Tetra-Pak sont exemptés. La consigne obligatoire s'élève à 0,25 € pour les contenances inférieures à 1,5 l et 0,5 € pour les contenances supérieures à 1,5 l. Pour ce qui concerne les canettes, elles sont constituées en Allemagne à 90 % de fer étamé contrairement à beaucoup de pays européens et la décision alarme aussi bien métallurgistes que fabricants d'emballages qui anticipent des réductions d'activités pouvant atteindre entre 10 et 20 %.

(Veille Internationale Boissons : février 2003 ; Metal Bulletin : 10/02/2003 ; Platt's Metals Week : 10/02/2003)

(5) Déchets d'équipements électriques et électroniques

(6) Portable + chargeur + écouteur + fils

QUESTIONS MULTILATÉRALES

ACIER

Mesure américaine « 201 » toujours ...

« Citac », le groupement des industriels américains (Consuming industries Trade Coalition) utilisateurs d'acier, s'élève contre la demande de certains producteurs d'acier d'étendre l'application des taxes de 30 % de la section 201 aux pays en voie de développement, ce qui reviendrait à remettre en cause les exemptions réservées aux pays plus défavorisés. Leur argumentaire est que si les hausses du prix de l'acier, favorisée par la section 201 ont contribué à redresser la situation des grands sidérurgistes, elles ont en contrepartie fragilisé les industriels utilisateurs d'acier dans leur compétition commerciale avec des manufacturiers étrangers qui peuvent s'approvisionner en acier à meilleur compte ailleurs. Il est donc demandé non seulement de ne pas augmenter le nombre de pays affectés par les taxes, mais aussi de ne pas restreindre les importations pour ne pas entretenir une tendance haussière de l'acier aux États-Unis. À cet égard, Lewis Leibowitz, le porte-parole de la Citac, conteste qu'il y ait eu, comme le disent certains, une dynamique d'essor massif des importations, le terme essor massif ne reflétant pas la différence entre la situation d'avant-crise de 1998 avec la situation d'aujourd'hui.

(*Metal Bulletin* : 03/02/2003)

Russie : des taxes à l'importation accrues, mais dans des limites admises par l'OMC

Le gouvernement russe reste sous la pression des lobbies protectionnistes qui demandent toujours plus de barrières pour se prémunir contre l'entrée en trop grande quantité des aciers et tubes galvanisés provenant

de l'Ukraine et du Kazakshtan. Andrei Kushnirenko, directeur du département de la protection au ministère du développement économique et du commerce déposera dans ce sens un projet de loi visant à accroître le niveau des taxes douanières à l'entrée de la Russie. Toutefois ces taxes resteront compatibles avec les niveaux acceptés par l'OMC, organisation que la Russie devrait rejoindre l'an prochain.

(*Metal Bulletin* : 10/02/2003)

Iran : remise en cause des taxes additionnelles à l'importation ?

L'Iran est un marché qui compte pour les producteurs exportateurs de l'Europe et de la Russie : 4 Mt d'acier sont ainsi importées annuellement dans le pays. Pourtant l'Iran est aussi déjà un producteur significatif qui s'est fixé un objectif de 14,7 Mt par an pendant le plan quinquennal en cours qui doit s'achever en 2005.

C'est dans ce cadre que l'État iranien réexamine sa politique de taxation à l'importation, des rumeurs faisant part d'un projet visant à supprimer une taxation additionnelle de 44 US\$/t venant s'ajouter à des taxes douanières courantes variant de 6 à 12 % suivant les catégories d'acier importées. Une telle démarche peut *a priori* surprendre dans la mesure où Nisco (National Iranian Steel Company), compagnie de l'État, y sera fermement opposée, soucieuse de faire avancer ses projets d'augmentation de capacité (Ispahan et le projet Saba, Mokarabeh). Mais le gouvernement estime peut-être que ses objectifs de développement du pays doivent passer par une étape d'importations facilitées et susceptible de fournir ses transformateurs en matière première à coût optimisé.

(*Metal Bulletin* : 03/02/2003)

États-Unis : action ciblée contre les producteurs chinois

La Commission américaine du commerce international vient de voter à l'unanimité une motion stipulant que les importations de supports de câble de provenance de Chine ont perturbé le marché national. Il s'agit de la première décision de cette commission dans le cadre d'une loi commerciale spécifique visant toutes les importations provenant de l'empire du milieu (section 421 of the Trade Act of 1974). Cette disposition légale spécifique dans son ciblage présente le double intérêt d'engager des prises de mesures protectionnistes en 4 mois seulement puisqu'il n'est pas là nécessaire de prouver que ce sont bien ces importations qui ont causé un préjudice sérieux, et pas plus de calculer des marges de dumping.

Il a simplement suffi aux pétitionnaires de saisir la Commission au motif que leurs chiffres d'affaires ont baissé de manière significative et que des pertes sont générées par un afflux de matériel importé se situant à un niveau de prix inférieur à ceux du marché domestique.

(*American Metal Market* : 20/01/2003 ; *Metal Bulletin* : 30/01/2003)

République Tchèque : imposition de quotas à l'importation de tubes soudés

Le gouvernement tchèque va imposer des quotas à l'importation de tubes soudés, assorti d'un système de taxes de pénalité d'un montant de 12 à 20 % une fois dépassés les quotas (dont la valeur reste à fixer). L'objectif général est de protéger l'industrie du pays, qui connaît un essor des importations induit par ricochet après qu les flux d'acier aient été contrariés par les mesures protectionnistes américaines puis par des contre-mesures adoptées par d'autres, dont l'Union Européenne.

(*Metal Bulletin* : 17/02/2003)

MÉTAUX DE BASE

Russie : baisse des taxes à l'importation des boîtes en aluminium

Le gouvernement russe a décidé de revoir à la baisse les taxes à l'importation de boîtes en aluminium pour boissons qui dataient de novembre 2001. La baisse est sensible, avec un montant passant de 41 à 22 euros par lot de 1 000 boîtes.

Il est à noter dans le même produit, la filiale russe de Rostar souhaite démarrer l'été prochain la construction d'une usine d'une capacité annoncée de 1,7 milliards de boîtes par an.

(*Metal Bulletin* : 13/02/2003)

ALLIAGES

Inde : possible baisse des taxes douanières à l'importation et producteurs inquiets

Comme l'Iran pour l'acier, l'Inde pourrait revoir à la baisse les droits de douane sur l'importation des ferro-alliages. Ce sont en tout cas les recommandations d'un comité d'experts, qui suggère de ramener les taxes du niveau actuel de 30 % à un niveau de 25 % dans un premier temps pendant la période budgétaire 2003 - 2004. Par la suite, dans 2 ou 3 ans, il a même été avancé que les taxes pourraient ne plus comprendre que deux niveaux, 10 % sur les matériaux bruts, et 20 % sur les produits finis.

Les producteurs indiens sont bien sûr opposés à de telles dispositions qu'ils estiment potentiellement mettre en grave péril leur industrie. D'autant plus, font-ils encore remarquer, que les coûts de l'énergie dans le pays sont sensiblement supérieurs (entre 6 et 9 cents/kwh) à ceux de pays concurrents. Rappelons que l'enjeu national se situe aux environs de 1 million de tonnes annuel. L'importation récente de 10 000 t de ferro-chrome de Turquie a ravivé l'inquiétude des producteurs indiens dans ce contexte général.

(*Metal Bulletin* : 30/01/2003)

MÉTAUX SPECIAUX

Taxes américaines anti-dumpings sur le silicium russe : soupirs et soulèvements

Alors qu'une décision finale est attendue pour le début mars, la commission fédérale américaine sur le commerce international (I.T.C.) poursuit ses auditions contradictoires dans l'affaire des taxes anti-dumpings sur le silicium russe. General Electric, un des principaux consommateurs américains avec un peu moins de 60 000 t par an a soutenu la position russe arguant d'une possible désorganisation de ses activités en cas de rupture d'approvisionnement, bien qu'il dispose de 8 fournisseurs différents. Le géant américain met également en avant des possibilités d'exportation vers la Russie dans ses autres domaines d'activité. Les producteurs en difficulté Globe et Simcala, de leur côté, soulignent l'aspect positif des mesures préventives déjà engagées : raffermissement des prix qui sont passés de 60 à 72 dollars US la livre et augmentation de leur activité. Enfin, le ministère fédéral du commerce a allégé les taxes préliminaires imposées sur le matériel russe, les ramenant de 91,06 % à 54,77 % pour la société SUAL et de 123,6 % à 77,51 % pour les autres producteurs. De tels montants sont encore jugés dissuasifs par les observateurs. La tension sur les approvisionnements ressentie par quelques consommateurs ne devrait être que passagère dans la mesure où des alternatives existent à partir d'Australie, du Brésil, d'Afrique du Sud, de Norvège, voire du Venezuela ou d'Espagne.

(*Platt's Metals week* : 03/02/2003 ; 10/02/2003)

Norsk Hydro reste dans le collimateur anti-dumping américain pour le magnésium

Norsk Hydro Canada est sous surveillance anti-dumping américaine depuis 1992. Une fois de plus pourtant, l'examen de ses cargaisons à l'entrée des États-Unis pour l'année 2002 n'a pu révéler aucune irrégularité, qu'il s'agisse des niveaux de prix ou de l'ampleur des volumes concer-

nés qui restent dans des limites de « commercial quantities ». Mais ce n'est pas pour autant que Norsk Hydro a obtenu cette fois non plus la levée de son nom des registres anti-dumping officiels. Norsk Hydro devra ainsi continuer à importer des cargaisons à « niveau zéro anti-dumping », mais en prenant bien garde à rester dans l'épure pour ne pas être pris en faute et risquer alors des pénalités rétroactives.

(*Platts Metal Weeks* : 20/01/2003)

SCRAPS

Doublement de la taxation russe à l'exportation de scraps : un bras de fer engagé

Les exportateurs russes de scraps de ferraille s'inquiètent vivement d'une perspective de violente augmentation des taxes à l'exportation qui pourraient passer de 15 à 30, voire 50 euros par tonne. C'est en tout cas ce que les fondeurs nationaux demandent au gouvernement russe, craignant que, une fois terminé le blocage des ports par des conditions hivernales intenses, une reprise trop intense des exportations les mette en situation de concurrence défavorable, ou même les place en déficit de matière première.

Les exportateurs ont réagi promptement, et on a vu leur porte-parole et plus gros opérateur, Victor Makushin, demander à l'Union Européenne de brandir à titre préventif la menace de contre-mesures sous forme d'une réduction des quotas d'importation de produits finis russe en acier dans l'Union ! Gondon Moffat, directeur d'Eurofer, s'est montré optimiste, doutant que les producteurs russes encouraient le risque de mécontenter l'Union et de subir peut-être le sort réservé par le passé à l'Ukraine qui avait vu ses quotas amputés de 30 %.

Reste à apprécier la réelle sensibilité des producteurs russes à des contre-mesures seulement potentielles; le bras de fer reste engagé entre les deux lobbies russes antagonistes pour emporter la décision du gouvernement russe.

(*Metal Bulletin* : 13 et 17/02/2003)

LES ÉTATS

ALBANIE

La Turquie investit dans le cuivre albanais

Le gouvernement albanais éprouvant des difficultés à promouvoir son secteur minier et notamment ses gisements de cuivre, la compagnie turque Beer Oner qui développe déjà la plus grande mine albanaise de Munele envisage de prendre deux autres concessions de cuivre, Lak Rosh et Karame.

(Reuters : février 2003)

ANGOLA

De Beers ne prétend qu'à vendre sa propre production

Alors que les négociations sur le retour de De Beers se poursuivent, la compagnie annonce qu'elle ne prétend en aucun cas porter atteinte au monopole d'achat de la société d'état Ascorp. Elle se contentera de vendre sa propre production.

(Africa mining intelligence : 12/02/2003)

AFRIQUE DU SUD

LNM Holding en voie d'acquérir le contrôle d'Iskor, premier sidérurgiste africain

LNM Holdings (G-B) a un contrat d'assistance avec Iskor qui lui attribue des parts à chaque étape de réalisation des objectifs. Cette croissance progressive fait que les parts de LNM qui ont déjà atteint 35 % s'approcheront des 50 % en 2004 et qu'il faudra alors obtenir l'approbation de l'état. Selon les lois sud africaines, toute société atteignant le seuil de 35 % doit faire une offre d'achat sur toutes les actions minoritaires. Ces actionnaires minoritaires ont récemment accepté que LNM déroge à cette règle et n'achète qu'une partie des actions minoritaires ce qui laisse sa

participation à 47 % encore cette année. LNM compte accélérer la transformation d'Iskor pour en faire un sidérurgiste de classe mondiale.

(World Steel & Metals : 17/02/2003)

Protestations contre le gouvernement qui tarde à prendre des mesures contre le sida

Bien que le pays soit considéré comme l'un des plus atteints par la pandémie du sida, dont les conséquences sur la productivité ont déjà été signalées par les entreprises minières - certaines ayant décidé de prendre en charge le coût des traitements - le gouvernement qui n'a pas encore pris de mesures nationales véritablement décisives pour tenter d'endiguer le fléau doit désormais faire face à des protestations de plus en plus violentes des partis d'opposition.

(New York Times : 16/02/2003)

AUSTRALIE

Xstrata annonce la fermeture imminente de sa mine de vanadium de Windimurra

La compagnie suisse, basée dans le canton de ZUG, justifie cette décision par la faiblesse continue des cours du vanadium, la vigueur du dollar australien, et l'échéance d'un accord favorable avec son actionnaire majoritaire (38,53 %) : la puissante holding Glencore (dirigée par le même directeur) qui lui a acheté 100 % de sa production en 1999, 61 % en 2000 et 44 % en 2001. Rappelons que Xstrata avait acquis Windimurra en commençant par racheter en 1998 les 51 % de Glencore puis toutes les autres actions minoritaires. Xstrata pense que le seul facteur possible d'amélioration des cours dépend de la décision des autres producteurs de fermer leurs mines non rentables. En 2002, Windimurra a produit 4478 tonnes de

pentoxyde de vanadium (12 % de la production mondiale) alors que la production totale de Xstrata hors Windimurra était de 15 426 t). La production de ferro-vanadium de la compagnie à partir de l'Afrique du Sud a atteint 6 458 t contre 6 118 t en 2001.

(Reuters : 10/02/2003)

BOLIVIE

L'imbroglie de la mine d'étain de Huanuni

Le gouvernement a donné 3 mois à RBG Huanuni pour présenter un nouveau plan d'exploitation (4,11 % de la production mondiale d'étain en 2001). Il a demandé que le rythme d'exploitation soit accru et qu'un budget d'exploration conséquent permette d'augmenter les réserves. Légalement, le trader anglais RBG Ressources, en cours de liquidation depuis la découverte en mai 2002 des pratiques répréhensibles des frères Rastogi (poursuivis par les justices anglaise et indienne), détient toujours les titres miniers. La mine a été placée sous contrôle de la Comibol et le liquidateur de RBG à Londres avait annoncé la possibilité de vente (selon certaines conditions préalables) des intérêts de RBG en Bolivie à la Compania Minera Colquiri, une JV entre Comsur, la plus grande compagnie minière bolivienne (détenue par l'ex président du pays Gonzalez Sanchez de Lozada dit Goni), et CDC, un fonds britannique d'investissement dans les PVD.

Le gouvernement et Comibol sont toujours en confrontation avec les syndicats de mineurs de la mine officielle qui s'opposent à la vente à Comsur et demandent la re-nationalisation, mais aussi avec les coopératives (plus de 50 000 ouvriers) qui exploitent artisanalement et plus ou moins légalement les parties supérieures du gisement.

(Platts Metals Weeks : 27/01/2003)

BRÉSIL

Autosuffisance en cuivre à partir de 2006

Le Brésil va accroître sa production de cuivre afin de devenir autosuffisant en 2006 grâce à un ambitieux projet d'investissement mené par CVRD. Les importations de cuivre (320 000 tonnes en 2002) ont un impact négatif de 300 M\$ sur la balance commerciale du Brésil qui ne produit aujourd'hui que 32.000 t. CVRD va commencer la production en 2004 avec 140 000 t annuelles, pour atteindre 740 000 t en 2008. La première phase du projet concerne la mine de Sossego dans la zone de cuivre/or de Carajas actuellement en construction. Deux autres mines, dont Igarape (Bahia), sont en phase de faisabilité avec une production estimée de 45 000 et 30 000 t de cuivre/an respectivement

(Reuters : 18/02/2003)

CVRD retrouve ses capacités de production avec la fin des pluies

Début février, il y avait toujours 14 bateaux en attente de minerai au port de Tubarao. Cette rupture de stock est due à la conjonction d'une forte demande et d'un record de pluviométrie en janvier qui a nuit à l'exploitation minière et réduit les stocks à zéro. En 2002, CVRD a exporté 114 Mt de minerai et prévoit un accroissement de 4 % pour 2003. La demande mondiale pourrait passer de 470 à 500 Mt (du simple fait de la demande chinoise estimée à 130 Mt pour 2003 contre 113 Mt en 2002) alors que tous les producteurs mondiaux fonctionnent à pleine capacité.

(Metal Bulletin : 03/02/2003)

CANADA

Alcan, mieux que les autres grands de l'aluminium en contexte énergétique haussier

Dans un marché de l'aluminium déprimé par un maintien de coûts énergétiques élevés, le canadien Alcan, deuxième producteur mondial, est celui qui résiste le mieux sur les

marchés. Avec la majorité de ses capacités de production localisées au Québec, il bénéficie d'une énergie hydroélectrique abondante et bon marché. De plus il s'est moins investi que ses concurrents dans les technologies de pointe de l'aérospatial et des télécommunications très dépendantes de la conjoncture internationale.

Alors que Kaiser est en faillite avec une chute des cours de 90 % et que le numéro un mondial Alcoa a perdu 42 %, Alcan n'enregistre qu'une décote de 25 % en 2002. Il se permet même d'afficher des profits pour le dernier trimestre alors que Alcoa annonce une forte perte pour le dernier mois et envisage de supprimer 8000 emplois.

(Alcan press release, Reuters : 07/02/2003)

CHINE

Fermeture des petites fonderies d'aluminium, mais plus de capacité en vue

Sur les 130 fonderies recensées, dix seulement ont une capacité supérieure à 100 000 t/an tandis que 70 ont des capacités inférieures à 10 000 t/an. Le gouvernement chinois qui estime que la consommation du pays passera des 4 Mt actuels à 7 Mt en 2010, impose désormais aux industriels le regroupement et la modernisation. Alcoa qui ne tire actuellement que 7 % de ses revenus dans la région Pacifique entend participer activement à cette croissance prodigieuse qui place la Chine au deuxième rang mondial de la consommation. Son actuelle JV avec le chinois Chalco va permettre à la raffinerie de Pingguo de passer de 400 000 à 900 000 t/an dès la fin de 2003.

(Platts metals weeks : 20/01/2003)

Les importations chinoises de nickel devraient dépasser 40 000 t en 2003

La Chine n'a que deux producteurs significatifs de Nickel qui ne suffisent pas à la demande intérieure. Les faibles cours de 2002 avaient favorisé la vente de la production sur le marché intérieur et freiné les importations (32 000 t contre 35 000 t en 2001). La

récente flambée des cours à 8 000 \$/t et les prévisions allant jusqu'à 10 000 \$/t pour le deuxième trimestre provoquent l'arrivée de nombreux traders sur le métal qui prévoient que les producteurs vont accroître leurs exportations alors que la demande interne va continuer à augmenter.

(Platts metals weeks : 20/01/2003)

CHILI

Déficit budgétaire de 0,7 % du PIB attribué à la faiblesse du marché du cuivre

Le Chili, qui affiche une des économies les plus saines d'Amérique latine, enregistre un déficit budgétaire 2002 de 0,7 % du PIB. La raison tient essentiellement à la chute des cours du cuivre, source principale des revenus fiscaux du pays qui en est le premier producteur mondial. En 2002, le géant d'état Codelco a volontairement réduit sa production pour réagir à la chute de la demande. Le Chili possède 38 % des réserves mondiales et son exploitation intervient pour 10 % dans le PIB.

Un déficit de 0,7 % est également prévu pour 2003, objectif qui pourrait être dur à tenir, l'État devant faire face à un déficit attendu de \$425 millions dans ses échanges avec l'union européenne, les États-Unis et la Corée du Sud. Le mois dernier, le ministre des finances Nicolas Eyzaguirre a annoncé que le Chili pourrait compenser cette chute des revenus par une élévation des « taxes sur les ventes », actuellement de 18 %.

(Reuters : 12/02/2003)

Le cuivre restera cependant le moteur de l'économie pendant plusieurs années

Jose Cabello, directeur commercial de BHP Billiton pour le Chili, lors de la récente conférence internationale sur le cuivre au Portugal a précisé que l'exploration du cuivre dans la région sud est andine incluant le Chili, premier producteur mondial, se poursuivra malgré l'état déprimé du marché actuel. Au cours des 30 dernières années, 51 découvertes incluant plusieurs dépôts de classe mondiale comme le monstre d'Escondida au Chili

(760 000 t en 2002), ont généré l'ouverture de 12 mines. Dans la décennie 90, la production de cuivre a augmenté de plus de 70 %. En 2001, le Chili, le Pérou et l'Argentine, ont représenté 42 % de la production mondiale, avec 5,7 Mt de cuivre représentant 8,9 milliards de \$.

Les investissements se poursuivront donc pendant des années portés par les énormes succès de l'exploration passée, l'excellent potentiel géologique, des lois environnementales équilibrées, des systèmes d'infrastructure en voie d'amélioration et une stabilité politique et économique reconnue. La taille et la qualité des dépôts permettent, grâce aux faibles coûts de production, de résister aux cycles critiques des cours.

(Reuters : 19/02/2003)

Le Chili diversifie ses exportations en signant un accord avec la Corée du Sud

Le président Lagos a signé samedi un accord bilatéral de libre échange avec le président coréen à Séoul. C'est le premier du genre entre une nation sud américaine et un pays asiatique. Diverses tentatives antérieures avaient butté sur les échanges de produits agricoles dont les taxations étaient trop pénalisantes pour le Chili. Jusqu'à présent les exportations chiliennes vers la Corée étaient de 715 M\$ dont 40 % liés au cuivre.

(Reuters : 20/02/2003)

CUBA

Cuba prépare l'expansion de sa production de Nickel avec l'aide de la Chine

Cubaniquel, qui exploite deux des trois unités de production cubaine et la troisième en JV 50/50 avec la société canadienne Sheritt International Corp, recherche depuis longtemps à accroître sa production. Cuba ne représente actuellement que le quart ou le cinquième de la production mondiale pour des réserves estimées être les secondes de la planète. Après avoir recherché vainement des accords avec la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Brésil, Cuba s'est tourné vers la société chinoise Minmetals Group avec qui des

accords auraient été signés en janvier.

Les deux usines nationales vont être aménagées en deux ans pour utiliser la production pétrolière locale sous forme brute ce qui permettrait de réduire les coûts de 40 %.

(Reuters 27/01/2003)

ÉTATS-UNIS

Création d'un bureau d'un bureau de la sécurité et de la santé dans les petites mines

L'administration américaine vient de mettre en place un organisme de contrôle des quelques 6 500 petites mines qui n'emploient que cinq ouvriers maximum. Les accidents pour ces petites compagnies sont quatre à cinq fois plus élevés que dans les mines de taille moyenne. Il est prévu d'y affecter 55 inspecteurs et 21 emplois associés avec un budget d'équipement de 2,4 M\$.

(Associated press : février 2003)

INDE

Redistribution des pouvoirs pour réaliser les nationalisations

Le récent remaniement du gouvernement est interprété comme exprimant la volonté du premier ministre de remettre sur les rails le plan de privatisation national freiné par l'opposition de certains ministères. Le ministre du charbon et des mines qui s'était opposé à la privatisation partielle de Nalco, le géant de l'aluminium indien a été écarté alors que le ministère du « désinvestissement de l'État » a été renforcé par l'octroi du portefeuille des technologies de l'information et de la communication. Le processus de nationalisation devrait donc reprendre dès le début de l'année fiscale en avril et l'audit pour la vente de 29 % de Nalco (qui a échoué en 2002) commencera en juin avec l'objectif de réaliser l'opération en trois mois. Cependant des échéances électorales locales dans l'état d'Orissa puis nationales pourraient encore freiner le processus.

(Metal Bulletin : 13/02/2003)

JAMAÏQUE

Record de production pour la bauxite et l'alumine en 2002

Les mines jamaïquaines ont produit 4,06 Mt de bauxite, en augmentation de 11,9 % par rapport à 2001, consolidant la quatrième place du pays avec 8 % de la production mondiale. Cette amélioration est en grande partie due à la reprise de la raffinerie d'alumine de Gramercy en Louisiane, gravement endommagée par une explosion en 1999 et qui absorbe la majeure partie de la production jamaïquaine. La production d'alumine a progressé de 2,5 % à 3,63 Mt.

(Mining Journal : 14/02/2003)

MADAGASCAR

32 M\$ accordés par la BM pour favoriser l'application de la nouvelle loi minière

La Banque mondiale, dont les experts pensent que la mauvaise application de la nouvelle loi minière (qu'elle avait financé à hauteur de 5 M\$ de 1999 à 2002) est due au manque de capacité institutionnelle au sein de l'administration malgache, va octroyer 32M\$ pour tenter d'améliorer la bonne gouvernance du secteur minier. Les autorités malgaches doivent d'ici là proposer un ensemble de mesures pour lutter contre la corruption fréquente dans le secteur minier artisanal. Les plus importantes seraient d'imposer un guichet unique pour les exportations et la mise en place pour les pierres précieuses d'un système d'évaluation et de vente aux enchères national, géré par l'administration.

(Africa mining intelligence : 12/02/2003)

MAURITANIE

Le FED débloque une aide pour la réhabilitation du port de Nouhadibou

Pour la Mauritanie, le port de Nouadhibou par lequel transite le fer de la SNIM qui génère 52 % des ressources d'exportation du pays ne peut être fermé. Le FED, alerté par une étude très pessimiste menée par les

autorités portuaires du Havre, a décidé d'octroyer 45 M€ au titre de l'aide Sysmin pour le secteur minier, somme qui devrait en grande partie servir à réhabiliter ce port construit en 1963.

(Africa mining intelligence : 12/02/2003)

MEXIQUE

Le 3^e producteur mondial de cuivre investit pour retrouver ses pleines capacités

Grupo Mexico, après de nombreux déboires financiers liés à son achat de l'américain Asarco en 1999 (juste avant le début de la déprime que subit le marché du cuivre), va injecter 55 M\$ dans les mines mexicaines de Caridad, de Cananea et d'IMMSA pour réhabiliter ses installations et retrouver la totalité de ses capacités de production. Cette reprise est due en grande partie au succès de négociations pour le réaménagement de ses dettes (879 M\$) jusqu'en 2007 et une décision d'augmentation de capital de 110 M\$. L'arrêt récent d'une cour fédérale américaine, de permettre la vente des 54 % détenus par Asarco dans Southern Peru Copper (deuxième producteur péruvien) à une de ses filiales America Mining Corp, va permettre à Asarco de payer ses dettes et de se mettre en conformité avec ses responsabilités environnementales, paramètres qui avaient gravement nuit à la santé du Grupo Mexico.

(Reuters : 03 et 19/02/2003)

NAMIBIE

La haute cour décide la liquidation de Namco Namibia

Namco Minerals Corporation (Namco) dont les activités sont suspendues depuis décembre 2002 doit 50 M\$ à plusieurs banques et 12,6 M\$ à Lev Leviev qui avait sauvé la C^{ie} en 2001.

En attendant un possible rachat, plusieurs filiales étaient soumises à examen par la haute cour namibienne : Namco Namibia vient d'être mise en liquidation alors que Namco

Maritime et Island diamonds pourraient l'être à la fin du mois.

(Africa mining intelligence : 12/02/2003)

NOUVELLE CALÉDONIE

Sumitomo persiste et signe sur Goro malgré l'augmentation des coûts

Les spécialistes du secteur s'interrogent désormais sur l'annonce surprise d'une augmentation de 45 % des coûts (2,1 milliards contre 1,45 Milliard de \$) et d'une rallonge de 6 mois des délais de mise en route du projet Goro. En décembre alors que Sumitomo, le premier producteur japonais de Nickel, détenant 20 % de PT Inco depuis 1988, négociait pour une prise de participation de 25 % dans Goro, Inco annonçait cette incroyable révision de coût tout en relançant par ailleurs son projet de Voisey Bay au Canada.

Sumitomo qui se prépare à répondre à une forte croissance de la demande chinoise doit assurer l'approvisionnement de sa raffinerie de Nihama. Il est l'actionnaire majoritaire de Coral Bay Nickel Corp qui se prépare à exploiter le gisement latéritique de Rio Tuba aux Philippines à partir de l'été 2004. Sumitomo espère que Goro pourrait être opérationnel six mois plus tard.

(Metal Bulletin : 17/02/2003)

PAKISTAN

Un gisement de fer oolithique est mis en exploitation pour réduire les importations

Le sidérurgiste national Pakistan Mills annonce une réduction de 10 % des importations grâce à l'ouverture du gisement de Dilband par une nouvelle compagnie minière nationale. Le gisement très pauvre et phosphaté est situé à 650 km de Karachi et nécessite la construction d'une unité de concentration sur place. Il devrait fournir 200 000 t/an qui seront mélangées aux minerais importés (1,8 Mt/an en provenance d'Australie, du Brésil, d'Inde et de Mauritanie).

(Metal Bulletin : 27/01/2003)

POLOGNE

Trois candidats restent en lice pour la privatisation de Polish Steel

LNM, US Steel et Arcelor, qui n'ont pas les mêmes objectifs, attendent désormais la décision des autorités polonaises pour la fin du mois. LNM semble avoir fait la meilleure offre en essayant d'obtenir le maximum des participations offertes (soit 75 % contre un investissement de 465 M\$) alors qu'Arcelor a annoncé n'avoir offert qu'une participation minoritaire. Le gouvernement gardera 10 % sous forme de "golden share" pour veiller à ce que le nouveau propriétaire respecte les conditions fixées pour l'accès du pays à l'union européenne et 15 % resteront aux mains des salariés pendant au moins deux ans avant d'être négociables ou diluées lors des augmentations de capital.

(World Steel & Metals : 13/02/2003)

PORTUGAL

Neves Corvo (Cuivre et étain) réduit ses pertes

Somincor, la Societa de Mineira de Neves Corvo SA (340 000 t de concentré de cuivre et 2 000 tonnes de concentré d'étain/an) annonce 900 000 € de pertes seulement en 2002 contre 13 M€ en 2001, grâce à un rigoureux programme de réduction des coûts. Le gouvernement portugais, majoritaire à 51 %, se trouve ainsi mieux placé pour mettre en vente ses intérêts miniers dans la compagnie alors qu'il a récemment bloqué une tentative de Rio Tinto, son partenaire à 49 %, de céder ses parts à l'australien Murchinson United.

(Metal Bulletin : 17/02/2003)

VÉNÉZUÉLA

La fin de la grève générale permet la reprise des filières aluminium et acier

Dès le 10 janvier, CVG Bauxilium avait retrouvé ses pleines capacités. Les réductions dues à la grève ont atteint 37 000 t en décembre et 13 600 t en janvier pour une capacité de production annuelle de 1,7 Mt

d'alumine. Deux producteurs de briquettes de fer par réduction directe tournent encore à 60 % mais compte retrouver leur pleine capacité d'ici la fin du mois de février.

(Metal Bulletin : 17/02/2003)

ZAMBIE

La cour suprême avalise la levée de l'immunité parlementaire de son ex-président

Frederick Chiluba, président de 1991 à 2001, accusé d'indélicatesse avec les ressources de son pays, avait fait appel d'une décision parlementaire pour lever son immunité, invoquant des irrégularités de procédure. Le successeur légalement élu, le Président Levy Mwanawasa, s'est engagé à suivre ce dossier.

(New York Times: 19/02/2003)

First Quantum Minerals a achevé l'étude de faisabilité du projet de Kansanshi

La compagnie canadienne spécialisée dans le cuivre et le cobalt a achevé l'étude de faisabilité de son projet de cuivre-or dont elle détient 80 % des parts. La première phase, prévue sur 16 ans par exploitation à

ciel ouvert traitera le minerai superficiel oxydé et des minerais mixtes avec un objectif de 70 000 t/an de concentré et 60 000 t/an de cathode de cuivre, pour un coût de production de 0,38 \$/livre. La production d'or sera de 765 kg/an. Les réserves pour la phase initiale sont de 142 Mt à 1,43 % Cu et 0,22 g/t Au. L'investissement initial est estimé à 163,4 M\$. La phase deux (années 17 à 28) traitera les minerais sulfurés, avec la construction d'une usine de calcination pour permettre la production de cuivre par SX/EW et continuer à produire 60 000 t/an. La compagnie compte commencer la construction au deuxième trimestre 2003, et l'exploitation fin 2004.

(News release FQM : février 2003)

Plan de relance pour les unités de traitement sous utilisées

Le ministère des finances suspend la taxe de 5 % sur les importations de minerai. Cette mesure veut ainsi favoriser l'accès aux unités de traitement du pays sous exploitées actuellement et ainsi contribuer au plan de lutte contre la pauvreté qui a reçu un budget de 84 M\$.

(Africa mining Intelligence : 12/02/2003)

ZIMBABWE

Le gouvernement reçoit l'appui de l'Afrique du Sud et du Nigeria

L'Afrique du Sud et le Nigeria ont demandé la réintégration du Zimbabwe dans le Commonwealth sur la base des promesses de réforme du président Mugabe, attisant la colère des opposants qui ne croient pas à la réalité de ce revirement.

Le premier ministre australien, président en exercice du Commonwealth, demande la reconduction du ban pour un an, avec le soutien des USA, alors que la majorité de l'Afrique ne comprend pas que les pays occidentaux ne condamnent pas de la même manière les états du Libéria, de l'Erythrée ou du Swaziland. Ils y voient là, la seule préoccupation de défendre les intérêts des fermiers aux dépens des réformes visant à redistribuer les terres accaparées durant la colonisation.

(Reuters : 14/02/2003)

LES ENTREPRISES

Anglogold

Le premier producteur d'or d'Afrique du Sud a publié d'excellents résultats pour 2002. En effet le bénéfice net avant taxes s'élève à 454 millions de dollars, avec une remarquable progression de 57 % par rapport au résultat obtenu en 2001, et les dividendes distribués augmentent de 53 %. Le bon prix de l'or n'explique pas tout et si la production d'or se situe elle en retrait de 15 % par rapport à 2001 (mais 6 millions d'onces tout de même) à cause de la vente de 4 mines, le coût de production, à 161 US\$/once, est en baisse de 10 %. Dernière bonne nouvelle, une augmentation de 22 % des réserves, à 72,3 millions d'onces, à peine tempérée tout de même par une plus faible progression de 2 % des ressources à 287,6 millions d'onces.

*(Financial Times : 01/02/2003 ;
La tribune 05/02/2003)*

Areva

Le groupe français Areva, spécialisé dans le nucléaire et n° 1 mondial dans ce domaine, a annoncé un chiffre d'affaires de 8,26 milliards d'euros pour 2002, montant qui traduit un repli de 7,1 % par rapport aux 8,9 milliards réalisés en 2001. Cette timide performance résulte d'une baisse d'activité modeste pour le nucléaire (- 3,6 %), mais très marquée pour la connectique (-20,7 %). Areva annonce en revanche une croissance qui devrait se traduire (communication ultérieure) par une valeur «à deux chiffres».

Une mauvaise nouvelle est venue avec l'annonce de la fermeture de l'usine Cogema de Cadarache (Bouches-du-Rhône) le 31 juillet 2003. Cette décision était en discussion depuis 1995; elle est pour l'essentiel motivée par un « principe de précaution » en raison de la sensibilité de ce secteur géographique au risque sismique, car l'usine, toujours

bien maintenue, performante et sûre, n'avait pas de point faible économique ou sécuritaire.

Une grande partie de la production sera transférée à l'Usine de Marcoule, ce qui autorisera de la souplesse pour limiter au mieux les pertes d'emploi.

La fermeture de l'usine demandera plusieurs années de travail à un effectif de 140 personnes environ, avec encore une production de combustible jusqu'en 2006 dans l'objectif de résorber les stocks de plutonium qui étaient à l'origine destinés à Superphenix.

*(Les Echos : 21/01/2003 et
11/02/2003 ;
Le Figaro : 11/02/2003)*

Baosteel

Le porte-drapeau de la sidérurgie chinoise, cinquième producteur mondial et contrôlant 13 % du marché national, a obtenu de brillants résultats pour l'année 2002. Son profit annuel a atteint 525 millions d'euros, avec une progression de 66,8 % par rapport à celui obtenu en 2001 portée par une hausse de 16 % des ventes. C'est en particulier le profit du dernier trimestre, presque 5 fois supérieur à celui de la même période en 2001 qui a permis cette progression. La direction du groupe se montre prudemment optimiste pour 2003, prévoyant une progression de 10 % de son résultat, mais affiche une politique ambitieuse : accélérer sa progression dans la branche automobile. Un accord dans ce sens a été passé fin 2002 (mais à finaliser fin mars 2003) avec le japonais Nippon Steel pour construire un laminoir dédié à l'automobile (1 milliard de dollars d'investissement anticipé).

*(Financial Times : 11/02/2003 ;
Les Echos : 11/02/2003)*

Ciments français

Le groupe français, filiale de l'italien

Italcementi, a publié des résultats 2002 très nettement positifs : un chiffre d'affaires de 2,93 milliards d'euros, en hausse de 4,7 % par rapport à 2001, un résultat d'exploitation de 560,1 millions d'euros, en hausse de 7,1 %, et un résultat net part de groupe de 208,1 millions, en progression de 15,3 %. Par ailleurs la capacité d'autofinancement, de 486,5 millions d'euros, s'est elle aussi améliorée de 3,6 %. De bons résultats donc, que Ciments Français compte bien renouveler en 2003, jugeant le niveau d'activité en Europe « favorable », et soulignant la bonne résistance du marché français.

(Les Echos : 13/02/2003)

Eramet

Eramet a publié ses premiers résultats pour l'année 2002. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 2,096 milliards d'euros, en baisse de 5,9 % par rapport à celui de 2001. La branche nickel, avec 501 millions d'euros, enregistre une hausse de 3,3 %, tandis que les branches manganèse et alliages, avec 879 et 720 millions d'euros, sont respectivement en baisse de 4,5 et 12,9 %. Les résultats nets seront publiés le 27 mars ; ils devraient être conformes aux annonces antérieures, c'est à dire positifs en raison de la forte progression anticipée sur le nickel.

(Les Echos : 12/02/2003)

Gold Fields

Le second producteur sud-africain communique de bons résultats pour le dernier trimestre 2002. Un bénéfice net de 83 millions de dollars, en progression de 51 % par rapport à la même période en 2001. Cette progression serait en grande part due à la performance du dollar australien par rapport au dollar américain qui a permis de réduire frais financier et dette dans ce pays; en revanche le change rand/dollar a joué défavorablement pour le résultat opérationnel.

Goldfields se montre optimiste pour l'avenir et entend augmenter ses dépenses d'exploration, en croyant à un maintien durable des cours élevés de l'or.

*(Financial Times : 31/01/03 ;
La Tribune : 04/02/2001)*

Harmony Gold Mining Company

Le mineur d'or sud-africain affiche une santé satisfaisante qui l'autorise à s'investir dans de nouveaux projets attractifs qui ont séduit les investisseurs et permis de lever 124 millions de dollars en actions.

Le dernier trimestre 2002 voit Harmony réaliser un résultat d'exploitation cash de 79 millions de dollars, en repli par rapport aux 91 du précédent trimestre, mais avec un bénéfice de 48 millions supérieur aux 41 obtenus fin septembre. La production d'or, de 24,1 tonnes est en léger recul, tandis que le coût d'exploitation est en faible augmentation.

Le projet d'approfondissement de la mine de Doorkop, destiné à exploiter une nouvelle structure aurifère, peut aller de l'avant.

*(Mining Journal : 24 et 31/01/2003 ;
La Tribune : 30/01/2003)*

Imerys

Le groupe français spécialiste des roches et minéraux industriels se porte relativement bien compte tenu de la conjoncture économique actuelle. Son chiffre d'affaires global se monte à 2,63 milliards d'euros, en très léger repli de 1,2 % par rapport à 2001, mais il devrait enregistrer cette année une nette hausse de son résultat net, de l'ordre de 15 % par rapport aux 170 millions d'euros obtenus en 2001. En chiffre d'affaires, c'est la branche matériaux de construction qui s'est montrée la plus performante, avec une hausse de 2 %, tandis que les branches minéraux de spécialité, pigments pour papier et réfractaires & abrasifs étaient respectivement en repli de 0,6, 1,2, et 4 %. La progression du résultat net trouve son origine dans la réduction des coûts de production, le renforcement de la valeur ajoutée du porte-feuille produits et une diminution des frais financiers.

(Les Echos : 29/01/2003)

Metaleurop

Dans la période difficile qu'il traverse (voir dossiers et faits d'actualité de janvier et de ce même numéro) le groupe a donné des informations sur le chiffre d'affaires 2002 : un montant de 541,25 millions d'euros, en baisse par rapport aux 649,52 enregistrés en 2001. Dans ce total et hors facturations internes au groupe, la part de Metaleurop Nord se monte à 199 millions d'euros et celle de Nordenham Zinc à environ 134. Hors Nordenham Zinc, déjà vendu, et dans l'hypothèse d'une déconsolidation de Metaleurop Nord, le chiffre d'affaires pro-forma du groupe Metaleurop se situe à environ 208 millions d'euros.

(Les Echos : 18/02/2003)

Pechiney

Année 2002 délicate pour le géant français de l'aluminium : avec un chiffre d'affaires de 11,9 milliards d'euros se dégage une perte de 50 millions d'euros alors que 2001 avait vu un profit de 233 millions, après 4 autres années positives d'ailleurs. Pechiney explique cette contre-performance par le déclin des prix de l'aluminium combiné à une faiblesse du dollar américain vis-à-vis de l'euro. Une note positive toutefois, le cash-flow du groupe qui progresse de 9 % pour atteindre 629 millions d'euros.

Les plans de restructuration et de redéploiement de Pechiney devraient permettre de redresser la situation, mais dans l'immédiat le groupe a annoncé la fermeture de l'usine d'Auzat (Ariège). D'autres sites, estimés en perte de vitesse, pourraient être ultérieurement menacés, tels Avallon (Yonne), Aubagne (Bouches-du-Rhône), ainsi peut-être que, partiellement, Provins (Seine-et-Marne), Sabarat (Ariège) et Compiègne (Oise).

*(Le Figaro : 28/02/2003 ;
La Tribune : 31/01/2003 ;
Mining Journal : 31/02/2003 ;
Les Echos : 05/02/2003)*

Rio Tinto

Bien que la conjoncture générale soit restée morose en 2002, Rio Tinto a réalisé un profit de 1,53 milliard de dollars, en baisse de 8 % sur celui enregistré en 2001, mais qui était il est vrai

un record. Le cash-flow du groupe s'est lui accru de 10 % pour atteindre 3,74 milliards de dollars. Au-delà des avantages de sa diversification, le groupe s'est montré performant en terme de volumes de production combinés à des réductions de coût d'exploitation.

Dans ces conditions Rio Tinto a pu augmenter de 5 % ses dépenses d'exploration pour les porter à 109 millions de dollars. À noter que la mise en route de la mine de diamant de Diavik est en avance sur le calendrier prévisionnel et que la première production de diamants est imminente.

(Mining Journal : 31/02/2003)

Saint-Gobain

Résultats d'ensemble satisfaisants pour le groupe. Un chiffre d'affaires de 30,27 milliards d'euros, en baisse à peine sensible de 0,4 % par rapport à 2001; un résultat net de 1,039 milliard d'euros, en repli de 8,4 % mais pénalisé par la provision amiante de 100 millions d'euros; un désendettement enfin qui baisse sensiblement pour se situer maintenant au niveau de 57 % des fonds propres. Toutefois, et bien que les dossiers amiante évoluent partout plutôt favorablement (pour les entreprises), Saint-Gobain annonce le passage dans les comptes d'une nouvelle provision pour 2003, d'un montant du même ordre que celui de 2002.

*(Les Echos : 24/01/2003 ;
Le Figaro : 24/01/2003 ;
La Tribune 24/01/2003 ;
Financial Times 29/01/2003)*

Schlumberger

Mauvaise année 2002 pour le groupe leader mondial des services à l'industrie pétrolière. Un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars, en baisse de 3,5 % par rapport à celui de 2001, et une perte nette de 2,32 milliards de dollars contre un bénéfice de 522 millions en 2001. C'est dans le domaine où il est leader que la situation s'est dégradée, avec un chiffre d'affaires qui a reculé de 8 % au dernier trimestre seulement. En revanche le pôle services technologiques et informatiques s'est montré performant en 2002 avec un chiffre d'affaires en hausse de 32 % et un

bénéfice de 34 millions de dollars succédant à une perte de 33 millions en 2001. Des restructurations sont en cours, dont Schlumberger attend un impact de 250 millions de dollars annuels à l'horizon 2004.

(*Les Echos* : 23/01/2003)

Suez

Le groupe s'engage - officiellement - dans une nouvelle voie stratégique : se retirer des affaires les moins rentables pour éviter une dispersion et se recentrer sur les plus bénéficiaires. Et ceci dans les trois branches où le groupe a une activité mondiale, soit, par ordre décroissant d'importance, l'énergie (63,6 %), l'eau (22,1 %) et la propreté (13 %).

C'est ainsi que Suez s'est d'abord désengagé du marché de l'eau aux États-Unis à Atlanta, en rompant le contrat de service qu'il avait avec la municipalité. Ce n'est pas que le marché de l'eau soit devenu subitement non attractif aux États-Unis, et d'ailleurs Suez gère une centaine de contrats dans tout le pays, mais si la majorité des municipalités tend à externaliser le coût des services d'eau pour raison d'économie municipale, certaines, dont celle d'Atlanta, préfèrent atténuer le coût de l'eau pour les citoyens en adoptant une politique de subvention.

Immédiatement après, Suez a annoncé la mise en vente de sa filiale

britannique, le distributeur Northumbrian dont il détient 83 % du capital. Cette décision est plus difficile à expliquer car Northumbrian est une société de poids (4,3 millions de britanniques desservis) et est surtout en bonne santé avec, pour le premier semestre 2002, un chiffre d'affaires de 252,3 millions de livres, un résultat d'exploitation de 78,2 millions et un bénéfice avant impôt de 44,5 millions. Dans ces conditions cette cession surprend, mais est peut-être motivée par une crainte de voir s'amplifier la régulation du marché par la puissance publique, avec à la clef un potentiel de baisse des marges, mais aussi par un désir de faire possiblement une bonne affaire sur cette opération et éviter de devoir céder d'autres affaires.

Rappelons que le chiffre d'affaires de Suez se répartit ainsi : 45 % en France et en Belgique, 33 % dans les autres pays européens, 9 % en Amérique du Nord, 6 % en Amérique du Sud, 5 % en Asie-Océanie, et 2 % en Afrique et au Moyen-Orient..

(*La Tribune* : 28/01/2003 ;

Les Echos : 29/01/2003)

Total

Total a publié hier un résultat net de 5,94 milliards d'euros pour 2002, en recul de 22 % par rapport à l'exercice précédent. Interrogé à plusieurs reprises sur les conséquences d'un conflit en Irak, son président, Thierry Desmarest, entend « se battre pour participer au développement de l'indus-

trie pétrolière irakienne ». Dans le futur, la compagnie française espère concrétiser les démarches entreprises pour exploiter les champs de Bin Umar et Majnoon (Deux gisements nécessitant chacun « plusieurs milliards de dollars d'investissement »). Après dix années de discussions « fructueuses », Total estime avoir « à peu près un an d'avance sur ses grands compétiteurs ». À terme, le pétrolier pense bénéficier du courant de sympathie né des positions françaises au Moyen-Orient.

(*La Tribune* : 21/02/2003)

Valeo

Résultats encourageants pour l'équipementier français en 2002. Un chiffre d'affaires de 2,38 milliards d'euros, en léger retrait (- 4 %) par rapport à 2001, mais un résultat net de 135 millions d'euros, en nette progression par rapport aux 36 obtenus en 2001, supporté par une marge brute de 487 millions en fort contraste avec les 142 réalisés en 2001. Valeo reste optimiste pour 2003, comptant sur une poursuite de l'effet de sa restructuration engagée au printemps 2001 pour maintenir son redressement malgré un contexte défavorable anticipé en 2003.

(*Le Figaro* : 13/02/2003 ;

Financial Times : 14/02/2003)

CARNET

AIE (Agence Internationale de l'Énergie)

Confirmation de la nomination de Claude Mandil au poste de Directeur Exécutif de l'Agence. Il succède ainsi au britannique Robert Priddle qui avait quitté ses fonctions au 31 décembre 2002. Claude Mandil, polytechnicien et ingénieur général des mines, a été auparavant directeur du BRGM (1988-1990), puis directeur général de l'énergie (1990-1998), directeur général délégué de Gaz de France (1998-200) et enfin président de l'Institut Français du Pétrole depuis avril 2000.

(*La Croix* : 21/01/2003 ;
Les Echos : 20/01/2003)

Areva

Claude Jaouen est nommé Directeur du secteur combustible de Framatome-ANP, et son prédécesseur, Bernard Estève, devient directeur du secteur réacteurs d'Areva. Philippe Pradel est nommé Directeur du secteur traitement - recyclage - et membre du comité exécutif de Cogema.

Yves Coupin est nommé Directeur du développement durable et du progrès continu ; il demeure membre du Comex de Cogema. Paul Fetgen est nommé Directeur du marketing de Framatome-ANP.

(*La Tribune* : 23 et 24/01/2003 ;
Les Echos : 21/01/2003)

Barrick Gold

Gregory C. Wilkins a été nommé Président-Directeur Général du groupe minier spécialiste de l'or et troisième producteur mondial. Entré chez Barrick en 1981, il y a occupé les fonctions de directeur financier avant de devenir PDG de Horsham Corporation qui est l'actionnaire majoritaire de Barrick. Le précédent PDG de Barrick, Randall Oliphant, a été démis par le conseil d'administration du groupe pour raison de mauvais

résultats (production en baisse allée à un coût d'exploitation en hausse ; litige fiscal avec le gouvernement péruvien et plainte « anti-trust » aux États-Unis).

(*Le Figaro* : 13/02/2003 ;
Financial Times : 13/02/2003)

CEA

Jean-Pierre Le Roux est nommé Administrateur Général Adjoint du Commissariat à l'Énergie Atomique. Polytechnicien et docteur ès sciences, il est d'abord passé par le CNRS (1966-1980) avant de rejoindre le CEA où il a été successivement directeur du département de physico-chimie (1985), directeur du centre d'études de Grenoble (1991) et enfin directeur de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (depuis 1997).

(*Les Echos* : 07/02/2003)

CNES (Centre National d'Études Spatiales)

Yannick d'Escata a été nommé Président du CNES. Il succède à Alain Bensoussan, démissionnaire. Polytechnicien et ingénieur en chef des mines, Yannick d'Escata a auparavant occupé des fonctions de directeur au CEA puis à EDF. Il aura la lourde responsabilité de redynamiser l'agence spatiale française en proie à des difficultés budgétaires, et secouée par l'explosion au départ du nouveau lanceur Ariane 5.

(*Les Echos* : 20/02/2003 ; *Libération* : 20/02/2003)

Cameco

Terry Rogers a été nommé Directeur Général et Vice-Président du groupe canadien spécialisé dans l'uranium et l'or. Terry Rogers était auparavant président de Kumptor, filiale aurifère du groupe basée au Kirghizistan.

(*Mining Journal* : 31/01/2003)

« Ambassade de l'Environnement »

Denis Gauer a été nommé Ambassadeur Itinérant Français pour l'Environnement. Denis Gauer, ambassadeur de France à Conakry, devient le troisième titulaire de cette fonction, succédant à Bérengère Quincy et Philippe Zeller. Rappelons que la création d'un ambassadeur pour l'environnement avait été annoncée en avril 2000 par l'ancien Premier Ministre Lionel Jospin. L'objet de cette création était de « réorganiser pour plus de cohérence la préparation des négociations multilatérales en matière d'environnement »

(*AFP Sciences* : n° 1378
du 23/01/2003)

Eramet

Olivier Beaunay a été nommé Directeur de la communication du groupe Il était auparavant responsable de la communication et des relations extérieures de la branche manganèse.

(*La Tribune* : 19/02/2003)

KGHM

Le producteur de métaux (cuivre et argent en particulier) polonais, en phase de restructuration, a décidé de remanier sérieusement son directoire : 2 vice-présidents sont ainsi démis de leur fonction, Witold Bugalski, en charge de la production, et Tadeusz Szlag, en charge du développement. En contrepartie, Stanislas Siewierski, un directeur de l'équipe management, a été nommé au conseil du groupe.

(*Mining Journal* : 31/01/2003)

Imerys

Réorganisation et remaniements au directoire du groupe français spécialiste des roches et minéraux industriels qui comprend maintenant :

- Gérard Buffière, président-directeur général et vice-président de la

branche pigments pour papier ;

- Friedrich Nitsche, vice-président de la branche finance et stratégie ;
- Thierry Salmona, vice-président de la branche minéraux de spécialité ;
- Patrick Dubert, vice-président pour les ressources humaines ;
- Jérôme Pecresse vice-présidente de la branche finance ;
- Christian Schenk, vice-président de la branche matériaux de construction.

(*Industrial Minerals* : février 2003)

Ineris

Jacques Vernier a été nommé Président du conseil d'administration de l'Ineris (Institut national de l'Environnement et des Risques ; il succède à ce poste à Maryse Arditi. Polytechnicien et ingénieur général des mines, Jacques Vernier a été directeur de l'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) de 1994 à 1997 avant de rejoindre le Ministère de l'Équipement et du Transport.

(*Les Echos* : 05/02/2003)

Ministère de l'Énergie et des Mines (Madagascar)

Jacques H. Rabarison a été nommé Ministre de l'Énergie et des

Mines. Il succède à ce poste à Elisé Alitera Razaka qui avait été choisi par le Premier Ministre Jacques Sylla dans son premier gouvernement. Jacques Rabarison est, comme son prédécesseur un ancien élève de l'INSA de Lyon ; il occupait auparavant le siège de directeur de la société Cimelta-Madagascar.

(*Africa Mining Intelligence* : n° 54 du 29/01 au 11/02/2003)

Saint-Gobain

- Patrick Roux-Vaillard est nommé Délégué Général pour le Royaume-Uni et l'Irlande. Auparavant délégué général pour l'Asie-Pacifique, il succède à Pierre-André de Chalendar et sera lui-même remplacé par Gilles Colas ;
- Jérôme Fessard est nommé Directeur de la branche conditionnement ; il succède à Claude Picot ;
- Émile François est nommé Directeur du développement commercial ;
- Pierre-André de Chalendar est nommé Directeur de la branche distribution bâtiment.

(*La Tribune* : 20 et 21/01/2003)

TotalFinaElf

Jean-Michel Gires est nommé Directeur du développement durable et devient membre du comité directeur

du groupe. Polytechnicien et ingénieur du corps des mines, il est entré chez Total en 1988 et a occupé successivement les postes de directeur de la stratégie, du planning et du contrôle de gestion de la branche exploration-production, puis de directeur de la division mer du nord et enfin directeur de TotalFinaElf au Venezuela où il coordonnait le développement des huiles extra lourdes de l'Orénoque.

(*Les Echos* : 31/01/2003)

Vivendi Environnement

Remaniement du directoire du groupe autour du président Henri Poglio :

- Jérôme Contamine est nommé Directeur Général Délégué ;
- Antoine Frérot devient directeur de la division eau ;
- Olivier Barbaroux devient directeur de la division des services à l'énergie ;
- Denis Gasquet conserve quant à lui la direction de la division propreté.

(*Les Echos* : 22/01/2003)

ECO-NOTE

Diamant : panorama minier mondial (partie 2)

Par J.M. Eberlé ; BRGM/REM/EI2D

3. Mines, projets miniers, exploration

Les grandes mines (plus de 1 million de carats par an)

Mine	Type de gisement	Teneur (carat/t)	Type d'exploitation	Durée d'exploitation; exploitant
Afrique du Sud				
Finsch	Primaire, kimberlite	0,52	souterrain sous carrière	1961 => 2030 ; De Beers
Premier	Primaire, kimberlite	0,53	souterrain sous carrière	1902 => 2011 ; De Beers
Venetia	Primaire, kimberlite	1,08	carrière	1992 => 2018 ; De Beers
Botswana				
Jwaneng	Primaire, kimberlite	1,25	carrière	1982 => 2029 ; Debswana
Lethakane	Primaire, kimberlite	0,27	carrière	1977 => 2013 ; Debswana
Orapa	Primaire, kimberlite	0,83	carrière	1971 => 2029 ; Debswana
Angola				
Catoca	Primaire, kimberlite	0,82	carrière	
Namibie				
Namdeb	Secondaire, alluvions	0,06	Carrières, tranchées, bateaux	1920 => 2020 ?; Namdeb
Australie				
Argyle	Primaire, lamproïte	2,60	Carrière; (puis souterrain en projet)	1985 => 2006, puis 2016; Rio Tinto
Russie				
Jubilee	Primaire, kimberlite	1,28	Carrière + souterrain	Alosa
Udachnaya	Primaire, kimberlite	0,60	Carrière + souterrain	Alosa
Canada				
Ekati	Primaire, kimberlite	1	Carrière (+ souterrain)	1998 => 2028 ; BHP-Billiton

Les projets miniers déjà identifiés et les zones d'exploration actuelles

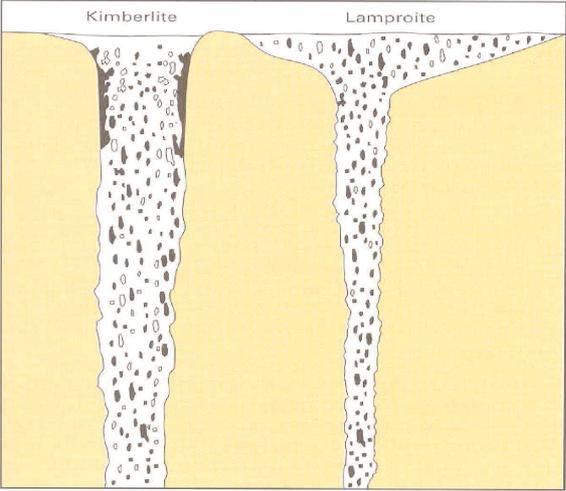
L'exploration diamant reste très active dans le monde, peut-être relancée par les succès obtenus au Canada. Bien que l'on cherche dans toutes les zones géologiquement favorables, les efforts les plus intenses concernent le Canada où De Beers par exemple dépense la moitié de son budget global d'exploration (50 millions de dollars environ), l'Australie, quelques pays d'Afrique (Afrique du Sud, Botswana, Angola, Sierra-Leone, Mauritanie), et le bouclier finno-balte (Finlande et Ouest-Russie).

Outre De Beers, dont le diamant est le pivot de son activité, BHP et Rio Tinto consacrent 25 % de leur budgets d'exploration au diamant, ce qui souligne l'importance donnée à ce minéral aujourd'hui.

De nombreux projets miniers (voir tableau) vont aboutir prochainement à une mise en exploitation d'une nouvelle mine, ou à une extension de vie d'une mine, passant d'une exploitation à ciel ouvert à une exploitation souterraine.

Plusieurs pays connaissent une exploration amont active (voir tableau) qui doit déboucher sur plusieurs projets miniers sérieux. D'autres pourraient suivre, en particulier des pays touchés par des troubles et/ou une détérioration de leurs infrastructures économiques, et de ce fait évités par les grands groupes miniers et les investisseurs.

Différence de géométrie
entre kimberlite (à gauche)
et lamproïte (à droite)



mine de Jwaneng (kimberlite ; Botswana)



mine d'Argyle (lamproïte ; Australie)



mine de Udashnaya (kimberlite ; Russie)

Projets miniers avancés

Projet	Type de gisement	Stade d'avancement	Données économiques
Canada			
Diavik (Rio Tinto - Aber (60/40))	gisement primaire, kimberlite (groupe de 4 pipes)	Mine en préparation pour mi-2003; carrière + souterrain	26 Mt@4,2 ct/t ; 107 Mct 2003-2005 : 2,6 Mct/an > 2005 : 7,8 Mct/an
Snap Lake (De Beers)	gisement primaire, kimberlite (dyke)	Faisabilité (souterrain)	22,8 Mt@1,2 ct/t; 36,5Mct
Jericho (Rio Tinto)	gisement primaire, kimberlite (pipe)	Faisabilité (souterrain) et recherche d'autres réserves	3 Mt@1,2 ct/t; 3,5 Mct
Australie			
Ellendale (KDC)	Gisement primaire, lamproïte (groupe de 4 pipes)	Faisabilité ; carrière + souterrain)	50 Mt@0.07 ct/t; 3.5 Mct
Botswana			
Damtshaa (Debswana)	gisement primaire, kimberlite (groupe de 4 pipes)	Mine en préparation pour début 2003 ; carrière	39 Mt@0.13 ct/t; 5 Mct; 200 000 ct/an projetés
Angola			
Camafuca Endiama	gisement primaire, kimberlite (la plus grande au monde)	Faisabilité ; carrière	525 Mt@0.04 ct/t; 23 Mct
Afrique du Sud			
Premier dumps (De Beers)	Retraitement des dumps	Faisabilité ; nouvelle usine	0.65 Mct/an
Premier C-Cut (De Beers)	gisement primaire, kimberlite (reprise d'exploitation)	Projet de reprise en souterrain ; en développement minier	> 4 Mct/an; + 20-25 ans de vie
Russie			
Grib (ADC)	gisement primaire, kimberlite	Faisabilité ; carrière + souterrain (?)	98 Mt@0.7 ct/t; 68 Mct; 4 Mct/an possiblement

Projets plus amont déjà identifiés / Zones d'exploration et perspectives

Zone	Stade d'avancement	Résultats	Perspectives
Canada			
Norwest Territories, Nunanut:	Exploration amont ; étude de cible	Très nombreux pipes, plusieurs diamantifères, dont certains à teneur économique	Potentiel élevé
Nunavut / Baffin	Exploration amont ; étude de cible	Quelques pipes diamantifères	Potentiel moyen
Alberta	Exploration amont ; étude de cible	Une quarantaine de pipes, dont certains diamantifères	Potentiel moyen
Saskatchewan	Exploration amont ; étude de cible	Plus de 70 kimberlites, intrusions de grande taille; teneurs assez faibles	Potentiel élevé
Manitoba	Exploration très amont	Aucun notable pour l'instant	Potentiel faible pour l'instant
Ontario	Exploration amont . étude de cible	Nombreuses intrusions, dont lamprophyres et pipes bréchiques atypiques riches en micro-diamants	Potentiel moyen
Quebec	Exploration amont ; étude de cible	Premiers résultats très encourageants; essaim de pipes des « renard » avec premières teneurs prometteuses	Potentiel élevé
Grönland	Exploration amont ; étude de cible	Un dyke de 8 km × 20m non économique	Potentiel faible pour l'instant
États-Unis	Réévaluation de l'ancienne mine de Kelsey lake (Colorado)	Travail en cours	Des perspectives, mais pas vraiment d'exploration
Australie			
Western Australia	Encore des pipes à tester	Des résultats positifs sur la kimberlite de Seppelt 1	Potentiel moyen à élevé
Southern Australia	Exploration amont ; étude de cibles	Résultats préliminaires encourageants	Potentiel élevé (?)

Brésil			
Matto Grosso et Rondonia	Exploration amont ; test de cibles	Des résultats, mais kimberlites sub-économiques pour l'instant	Potentiel moyen
Minas Gerais	Exploration amont ; test de cibles	Des résultats, mais kimberlites sub-économiques	Potentiel moyen
Vénézuéla	Exploration peu active		Potentiel moyen
Afrique du Sud	Quelques explorations amont ; reprise de cibles connues	Des résultats pour de petites opérations	Potentiel assez faible
Namibie	Exploration off-shore	Des résultats positifs	Potentiel conservé
Botswana	Quelques explorations amont ; reprise de cibles connues	Des résultats positifs	Potentiel conservé
Angola	En attente d'une reprise active de l'exploration		Potentiel élevé
Congo	En attente d'une reprise active de l'exploration		Potentiel élevé
Mauritanie	Exploration amont ; test de cibles	Une dizaine de kimberlites, mais teneurs faibles	Potentiel moyen (?)
Guinée	Quelques explorations amont ; reprise de cibles connues	Des résultats positifs	Potentiel élevé (?)
Côte d'Ivoire	Exploration peu ou pas active		Petit potentiel
Ghana	Exploration peu ou pas active		Petit Potentiel (?)
Algérie	Exploration dormante	Un placer diamantifère inexplicé	Un potentiel ?
Sierra-Léone	Exploration amont, test de cible	Kimberlites minéralisées	Potentiel moyen
Russie			
Sibérie	Exploration peu active	?	Potentiel conservé
Oural	En attente d'une reprise	Diamants dans lentilles argileuses ; Occurrence atypique	Un potentiel ?
Archangelsk	Etude de cibles	Résultats encourageants	Potentiel élevé
Finlande	Exploration amont ; test de cibles	Plusieurs kimberlites dont certaines minéralisées	Potentiel élevé
Inde			
Andhra Pradesh	Peu d'exploration	Peu de résultats	Potentiel faible
Chhattisgarh	Peu d'exploration	Complications légales	Potentiel moyen
Karnataka	Exploration amont	?	Potentiel faible
Madhya Pradesh	Peu d'exploration	Peu de résultats	Potentiel faible
Orissa	Exploration amont ; test de cibles	Résultats encourageants	Potentiel élevé (?)
Chine	Peu d'exploration	Peu de résultats nouveaux	Potentiel inconnu

4. Cycle de vie des diamants

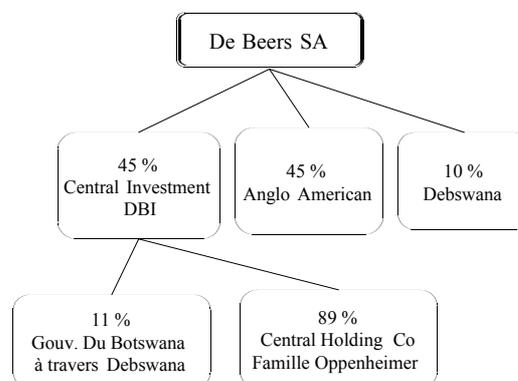
De la mine à la bijouterie : forte valeur ajoutée

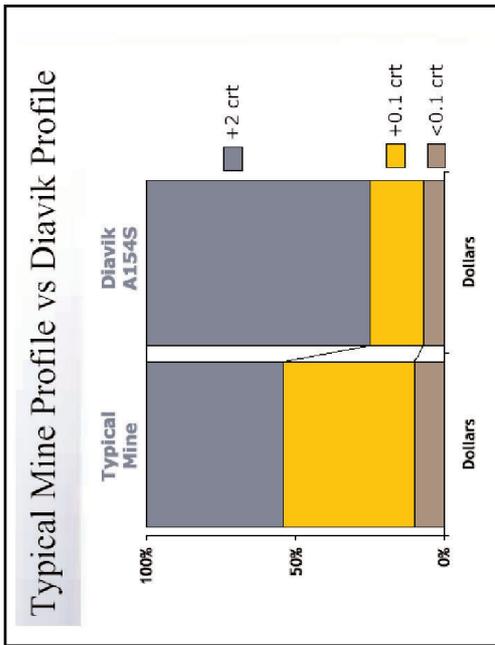
Le diamant est une substance qui génère une très forte valeur ajoutée, surtout dans le cas des diamants de bonne qualité à vocation de joaillerie. Cette valeur ajoutée est d'autant plus grande qu'une pierre l'est, un facteur déjà sensible au départ lors de la rentabilité d'une mine.

Les diagrammes en page suivante illustrent le point précédent ainsi que la cascade de plus-values qui jalonnent la vie d'un diamant.

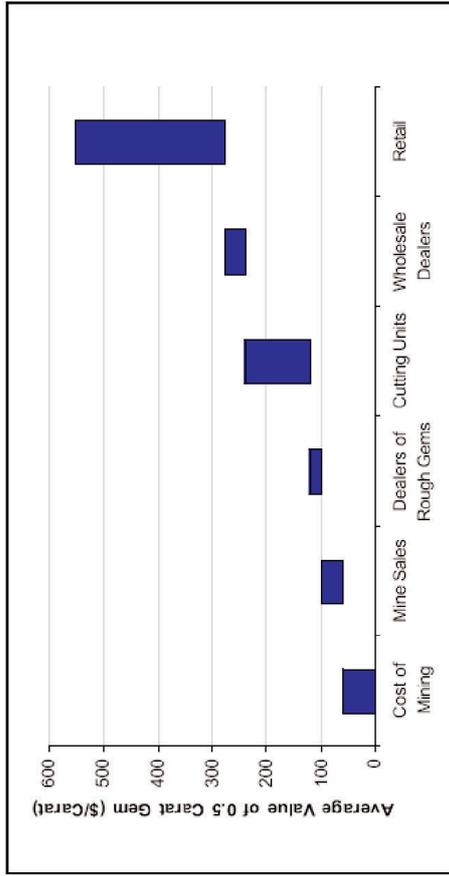
De la mine à la bijouterie : circuit de commercialisation

- L'époque classique révolue : De Beers est resté longtemps - jusqu'aux années 90 - en situation de grand ordonnateur mondial avec un contrôle de 80-85 % sur la commercialisation des diamants avec son cartel (CSO).
- L'époque actuelle : De Beers ne contrôle plus que 65-70 % de la commercialisation des diamants avec la création de la DTC (Diamond Trading Co). Toutefois De Beers joue encore de fait un rôle majeur dans la régulation du marché, une situation qui paraît d'ailleurs contenter l'essentiel des acteurs, tous concernés par un maintien des cours à un niveau élevé, et en l'absence d'un autre système qui pourrait apparaître vraiment meilleur.
- La nouvelle stratégie de De Beers : la sortie de l'ancien régime, voulue par une De Beers restructurée en 2001 (voir schéma ci-dessous), répond à deux objectifs principaux, (1) continuer à réguler le marché, mais en cherchant à attirer des partenaires et recueillir des adhésions volontaires (accord avec Alrosa ; notion de "supplier of choice") plutôt que de paraître faire passer les producteurs sous ses fourches caudines et (2) promouvoir en aval la vente des diamants de joaillerie (création de la marque "forevermark" et joint-venture - MVLH - avec Louis Vuitton Moët & Chandon, effort sur la publicité) et susciter un essor de la demande qui lui permette d'augmenter le volume du marché et continuer à ramener ses stocks à une niveau qui reste suffisant tout en ne gelant pas trop de trésorerie .

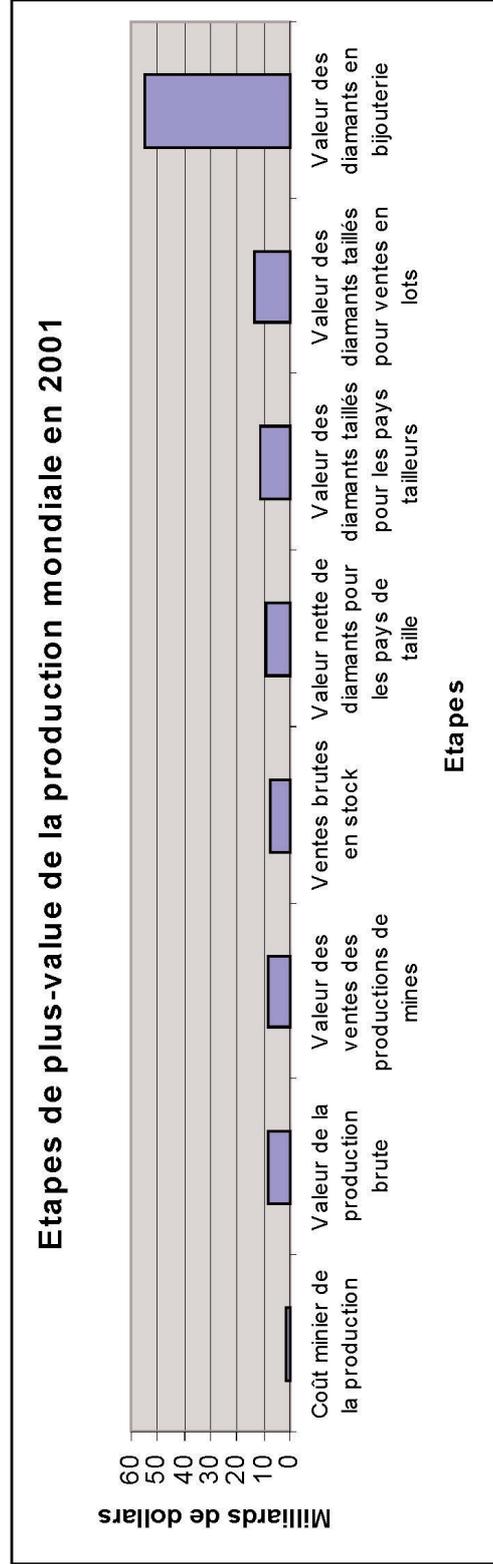




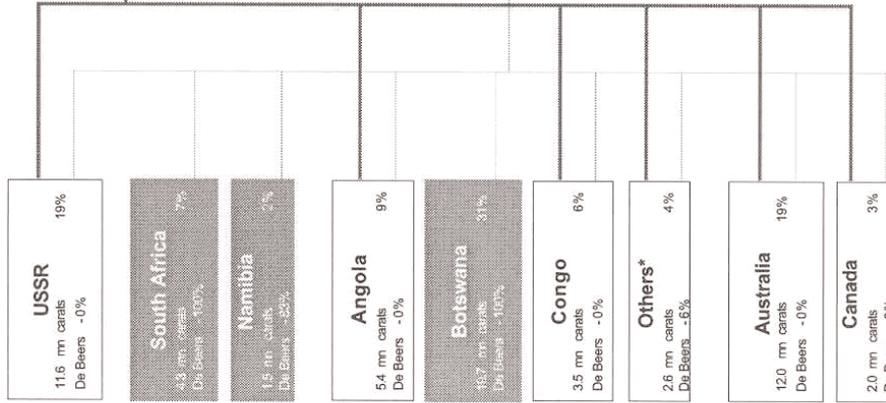
influence de la taille des pierres sur le profit minier (Aber Mining)



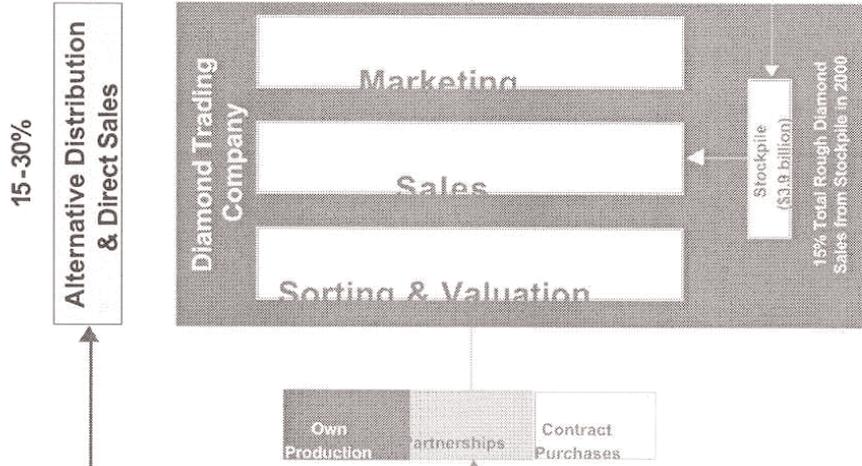
étapes de la vie d'un diamant de qualité gemme de 10.5 carat



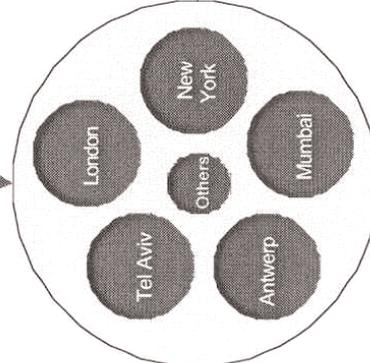
MINE PRODUCTION



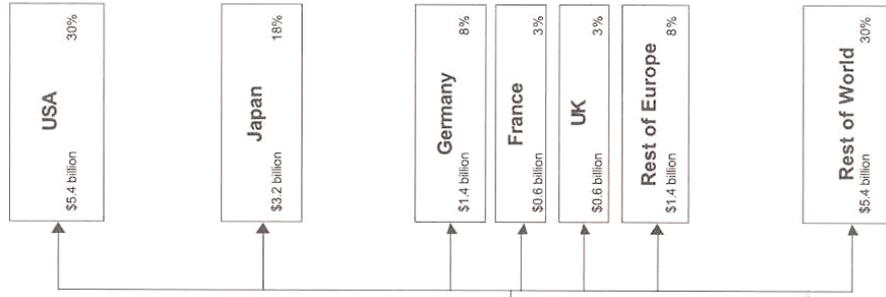
DISTRIBUTION



PREPARATION
Cutting and Polishing



RETAIL SALES



Key

Country	Production % of World
Country	Retail Market % of World
De Beers Companies	

70-85%

Sources
 Global Production: Slat - USA, 2000
 De Beers Production and Stockpile: De Beers Group Annual Report
 Diamond Flows: 'Diamond Market Overview', RBC Dominion Securities
 Other Data: 'The Economics of Diamond Price Movements', G.
 * includes Brazil, Central African Republic, China, Ghana, Guinea
 a, Ivory Coast, Liberia, Sierra Leone, Venezuela and Zimbabwe
 s, January 9, 2001
 Arovich, 'Managerial and Decision Economics, December 1985

5. Quels changements possibles dans le futur

Tendance de production par secteur géographique

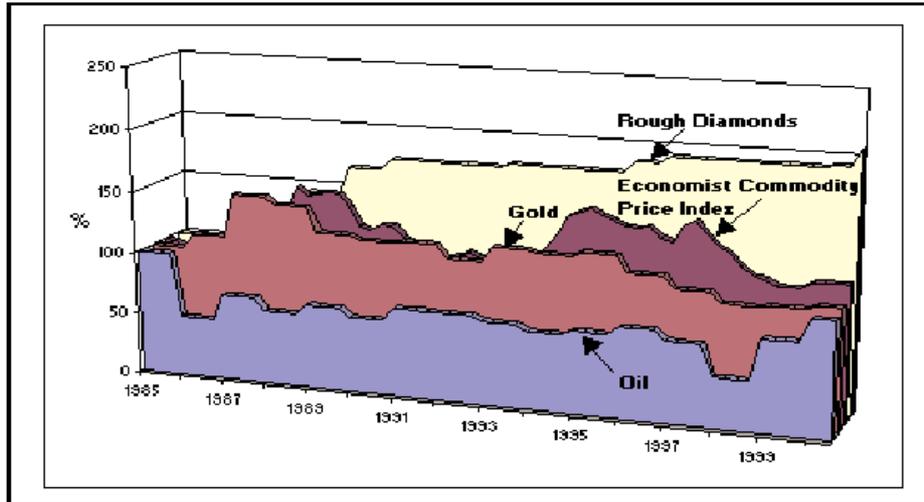
Continent	Pronostic jusqu'en 2015	Pronostic au delà
Australie	léger renforcement ou stagnation	déclin ?
Afrique (Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Angola, RDC, Mauritanie (?))	Fort renforcement si conditions de stabilité retrouvée (Angola, RDC) ; + 10 -15 % de production	stabilisation ?
Amérique du Nord (Canada + États-Unis (?))	production multipliée par un facteur 4 à 5, et devient un acteur mondial de poids (10 % et plus)	devient un des acteurs majeurs ? (15-20 % production mondiale)
Amérique du Sud (Vénézuéla + Brésil)	Probabilité de quelques découvertes	devient un acteur significatif
Eurasie (Russie + Inde + Chine)	Probabilité de plusieurs découvertes (+ 10 % de production)	Stabilisation; émergence de la Chine (?)
Europe du Nord	Probabilité de plusieurs découvertes (1 % mondial)	devient un acteur significatif (2-3 % production mondiale) (?)

Vers une surproduction ?

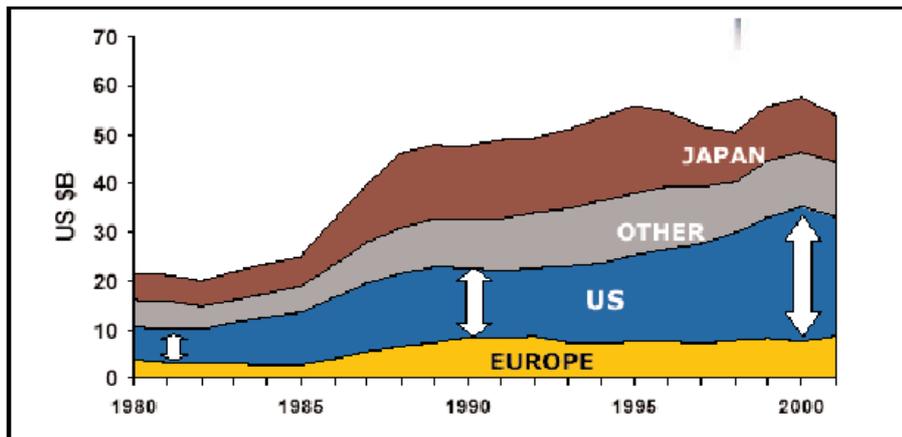
Au moins jusqu'en 2015 on peut penser que le solde entre nouvelles productions apportées par des projets déjà identifiés plus d'autres nouveaux débouchant rapidement et les baisses de productions amenées par des mines en fin de réserves sera de plus en plus positif. Est-ce que ce différentiel trouvera son débouché sur le marché, cela ne nous paraît pas évident. Les courbes présentées par Aber Mining dans le cadre du projet de Diavik sont largement optimistes à cet égard, mais sans doute trop, en ayant probablement sous-évalué l'impact de la crise économique actuelle.

Bien sur, d'une manière plus générale, il paraît douteux que soit remis en question l'attrait du diamant de joaillerie, ainsi que, de manière indirecte, son attractivité en termes de placement ou même de valeur refuge, vues ses performances historiques comparées avec celles de l'or par exemple. De plus, le pari et les investissements consentis par De Beers pour promouvoir le diamant comme produit de luxe devraient déboucher concrètement sur une augmentation des ventes. Par contre, la consommation par des pays importants (pour le diamant) comme les États-Unis et le Japon restera quelque part dépendante du contexte économique général et du taux d'accroissement du niveau de vie. Elle restera dès-lors largement suspendue à une reprise économique mondiale, dont la venue et l'ampleur restent encore supputatives.

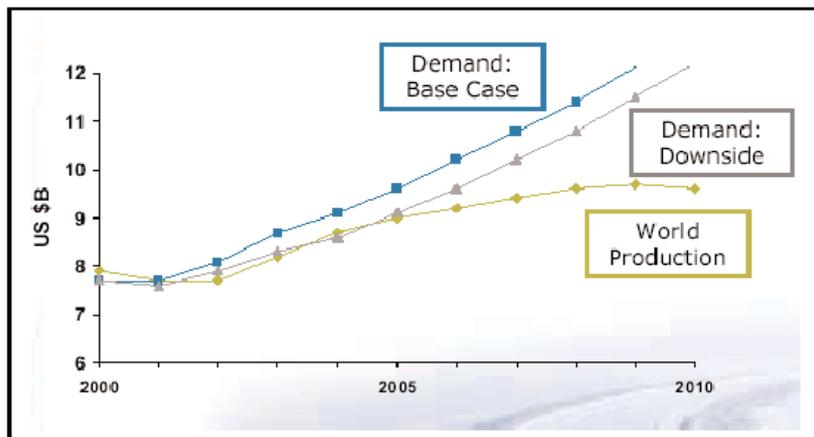
Bien que 2002 ait été finalement, après bien des inquiétudes, une bonne année de vente pour De Beers, le scénario d'une surproduction dès l'horizon 2008-2015 reste à notre avis privilégié, compte tenu du nombre des projets miniers, du très fort potentiel canadien et dans l'hypothèse d'un fort redéploiement de l'activité minière en Angola et au Congo.



diamant vs pétrole, or et index de prix



consommateurs de diamants et leur évolution respective



projection à moyen terme (Aber Mining)